



Résistance

L'AMBITION DE NOUVEAUX « JOURS HEUREUX »
AU PLATEAU DES GLIÈRES. P. 6



LUNDI 2 JUIN 2014 | N° 21431 | 1,50 € humanite.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Syrie : une élection au son des canons

BACHAR
AL ASSAD
EST ASSURÉ
DE REMPORTER
DEMAIN CETTE
PARODIE
ÉLECTORALE.



Cinq ans après sa création, le pari perdu du RSA

ENQUÊTE Le dispositif phare du quinquennat Sarkozy n'a pas permis d'améliorer ni la situation des chômeurs ni celle des travailleurs précaires. P. 12

La CFDT rattrapée par son soutien à François Hollande

CONGRÈS La centrale réformatrice, partenaire privilégiée de l'exécutif socialiste, se réunit à partir d'aujourd'hui à Marseille. La politique gouvernementale commence à faire débat dans ses rangs. P. 8

Une Manufacture d'idées qui fait dialoguer culture et politique

REPORTAGE Pendant quatre jours, chercheurs et écrivains se sont installés à Chasselas pour penser l'histoire et le présent. P. 24

C'est dans un pays dévasté par une guerre civile qui dure depuis trois ans, ayant fait plus de 162 000 morts et contraint plusieurs millions de Syriens à l'exil au Liban, en Jordanie, en Turquie mais aussi dans les pays du Golfe et en Égypte, qu'a lieu demain l'élection présidentielle syrienne. Ce scrutin, qui ne peut

se tenir que dans les zones sous contrôle du régime de Damas, se déroulera à l'ombre des canons et des blindés de l'armée de Bachar Al Assad et sous la menace des djihadistes du Front al-Nosra et de l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL), ainsi que de celle du Front islamique. Depuis le début de la campagne électorale, qui a pris fin dimanche, plusieurs meetings élec-

toraux ont été ciblés par les djihadistes, tandis que l'armée de Bachar Al Assad poursuivait sans relâche ses bombardements meurtriers dans les zones sous contrôle des djihadistes et de leurs alliés, notamment à Alep, la capitale économique du pays, où les insurgés islamistes tiennent encore plusieurs quartiers.

Lire la suite page 4

Géographie de l'humanité



« Il faut établir l'humanité libre et puissante, l'humanité qui aura une conscience, une volonté et un cœur. »
Jean Jaurès, 5 octobre 1906.

NOS POINTS CHAUDS

● DROITS DE L'HOMME
 ● POLITIQUE
 ● SCIENCES
 ● ÉCONOMIE



CHILI Vers la légalisation de l'avortement

Moins de trois mois après son arrivée au pouvoir, la présidente chilienne Michelle Bachelet veut relancer le débat sur la légalisation de l'avortement. Un sujet compliqué dans un des rares pays à interdire toute forme d'IVG. « Le Chili doit affronter cette réalité avec maturité dans un débat sérieux, informé, débouchant sur un projet de loi qui dépénalise l'interruption volontaire de grossesse en cas de risque mortel pour la mère, de viol ou de fœtus non viable », a insisté la présidente, médecin pédiatre de formation.

SCIENCES Les cancérologues sont optimistes

Réunis pour leur conférence annuelle à Chicago, les cancérologues ne se sont jamais déclarés aussi optimistes quant aux progrès dans la guerre contre le cancer depuis ces dernières décennies, tout en jugeant que la science médicale seule ne pourra vaincre la maladie qui résulte en grande partie du mode de vie ainsi que d'autres facteurs. La mortalité résultant de cette maladie diminue de 1,5 % par an depuis dix ans et une personne diagnostiquée aujourd'hui a plus de 66 % de chances d'être encore en vie cinq ans après.

DURABLE Jo'burg, de l'or au vert

Johannesburg veut devenir une ville « verte », à défaut d'être plus égalitaire. Elle envisage de transformer le méthane enfoulé dans les mines en électricité, promeut l'installation de panneaux solaires ainsi que de compteurs « intelligents » et favorise le recyclage. Un projet de combustion des ordures est en revanche contesté par Greenpeace. La capitale économique de l'Afrique du Sud a rejoint Addis-Abeba, Le Caire et Lagos au sein du C40, un réseau de métropoles qui s'engagent à réduire leurs émissions à effet de serre.

BONNE NOUVELLE MAUVAISE NOUVELLE

SEYFAINE, ÉLÈVE DE 14 ANS ISSU D'UN QUARTIER SENSIBLE D'UNE BANLIEUE DE GRENOBLE (ISÈRE), EST L'UN DES DIX PLUS JEUNES CANDIDATS DE FRANCE AU BACCALAURÉAT 2014.

DEPUIS 2007, 500 000 ENFANTS ONT REJOINT LA CATÉGORIE DES PETITS RISQUANT DE TOMBER DANS LA PAUVRETÉ, PORTANT LE TOTAL À 2,5 MILLIONS, SELON UNE ÉTUDE DE L'ONG EDUCO.



ATD Quart Monde @ATDQM

Le non-recours au RSA représente une économie annuelle de 5,3 milliards d'euros pour l'État.

L'actualité sur humanite.fr

MONTREUIL



En réintégrant dans ses fonctions l'équipe du cinéma le Méliès évincée par Dominique Voynet, la nouvelle municipalité affirme un engagement fort en termes de politique culturelle, de recherche cinématographique et d'éducation à l'image.
www.humanite.fr/node/539456

REPORTAGE

Les coiffeurs et manucures sans papiers du 57, boulevard de Strasbourg (Paris), en grève depuis deux semaines, pourraient bientôt sortir du travail au noir. Grâce à l'action de la CGT, leur employeur s'est engagé à régulariser leur situation (photos de notre reporter Henri Leroux sur le site).
www.humanite.fr/node/538446

TAFTA/NUMÉRIQUE

Le libre commerce des données personnelles et un alignement de la propriété intellectuelle sur le copyright américain pourraient être négociés.
www.humanite.fr/node/538740

LE FIL ROUGE

filrouge@humanite.fr

Paris. La CGT organise aujourd'hui un colloque sur le « coût du capital », avec le concours de membres des Économistes atterrés, dans les locaux du Conseil économique, social et environnemental, de 9 heures à 17 heures (palais d'Iéna, Paris 16^e). Deux tables rondes sont au programme, sur « le coût du capital et ses conséquences » et sur les alternatives à la financiarisation de l'économie, avec une quinzaine d'intervenants et projection de vidéos. Le colloque sera clôturé par Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT.

Amiens (80). Au moment où le gouvernement redéfinit ses priorités en matière de politique de la ville, les amis de l'Aube nouvelle, journal communiste amiénois, organisent une rencontre-débat sur le thème « Les quartiers d'Amiens à la loupe », mardi 3 juin à 18 heures (303, route de Paris). Avec l'économiste Patrick Le Scouëzec, auteur d'une étude sur les mutations de ces quartiers.

Tems forts

Pour asseoir son régime autoritaire, Bachar Al Assad met en scène sa propre élection dans un scrutin présidentiel qui a lieu demain. Au pouvoir depuis 2000, celui qui écrase dans le sang toute rébellion, fait parler les armes contre le peuple syrien, provoque le déplacement de millions d'habitants et ne contrôle que la moitié du pays, tente de s'offrir une crédibilité démocratique en appelant la population aux urnes. Ce n'est, certes, pas la première fois dans l'histoire qu'une élection jouée d'avance sert de faire-valoir au despotisme. Mais Bachar Al Assad espère bien qu'après sa parodie électorale il sera plus difficile de contester son pouvoir sur la scène internationale. Le roitelet pourra désormais se draper dans la « légitimité » du suffrage universel. L'élection, rouage essentiel de la démocratie,



ÉDITORIAL

Par Paule Masson

Parodie de démocratie

peut aujourd'hui être à ce point détournée qu'elle en vient à alimenter l'autocratie. **Pourtant, plus que jamais, ce sont les bombes qui parlent.** Bachar Al Assad a affirmé il y a peu à Maa-loula, ville chrétienne reprise par l'armée, sa détermination à lutter contre la « barbarie et

l'obscurantisme qui visent la patrie ». À Alep, poumon économique du pays, 2000 personnes sont mortes sous les coups des raids aériens depuis le mois de janvier. Le drame syrien est aussi une crise géopolitique dans une région, le Proche-Orient, où tous les conflits s'entremêlent.

Dans ce contexte tendu, toute tentative d'ajouter de la guerre à la guerre serait vouée à l'échec. Et puis, les forces démocratiques, qui ont manifesté pacifiquement en 2011 dans le sillage des printemps arabes, alors qualifiées de « terroristes » par Bachar Al Assad, ne taisent pas leurs aspirations même si leur voix est réduite au silence. Bien qu'elles ne participent pas à la parodie électorale, elles représentent pourtant l'espoir d'une transition démocratique. ■

Correspondance.

« Suite à une campagne de pressions des gaullo-socialauds/cocos et ex-porteurs de valises, le maire de Polop a décidé de suspendre l'inauguration de la stèle ! » Ainsi s'insurge dans un communiqué Jean-François Collin, ex-conseiller municipal FN, ancien de l'OAS et président de l'Association pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus de l'Algérie française (Adimad), la vitrine légale de ces anciens terroristes.

Plus d'un demi-siècle après les accords d'Évian qui mirent fin à la guerre d'Algérie, les seniors du crime organisé concentrent désormais leurs efforts sur un intense travail de lobbying auprès d'élus locaux – qui jusqu'à présent n'étaient que français –, avec pour objectif d'édifier des monuments glorifiant l'Algérie française et la lutte armée de ses partisans. Certaines stèles, comme celle de Marignane (Bouches-du-Rhône), ont fait l'objet d'intenses batailles juridiques entre l'Adimad et l'Association nationale pour la protection de la mémoire des victimes de l'OAS (Anpromemo), présidée par Jean-François Gavoury, fils du commissaire central d'Alger Roger Gavoury, assassiné par l'OAS en 1961.

Gravés dans le marbre

Mais cette fois, ce n'était pas en France mais en Espagne que l'Adimad avait l'intention d'inaugurer un nouveau monument d'hommage à ses « résistants de l'Algérie française », dans l'enceinte du cimetière municipal de Polop (région d'Alicante). L'Espagne franquiste fut un soutien inconditionnel de l'OAS, depuis sa naissance à Madrid le 11 février 1961, jusqu'à l'accueil, un an plus tard de terroristes ayant pris le chemin de l'exil pour échapper à la justice française. L'OAS est à l'origine de plus de 2500 assassinats ayant visé en particulier des fonctionnaires de la République. Plus de 3000 factieux ont été condamnés, pendant et après la guerre d'Algérie, pour avoir apporté leur concours ou leur soutien à ses actes criminels. Parmi les condamnés, 41 l'ont été à la peine capitale mais celle-ci ne s'est appliquée qu'à quatre d'entre eux. À l'encontre du lieutenant déserteur Roger Deguelre, créateur des commandos Delta, le bras armé de l'OAS ; de Claude Piegts et Albert Dovecar, assassins du commissaire Gavoury ; et de Jean Bastien-Thiry, responsable de l'attentat du Petit-Clamart dirigé contre le général de Gaulle. Et c'est en quoi

MÉMOIRE

L'Espagne face au spectre de l'OAS

Les autorités ont suspendu l'inauguration d'une stèle révisionniste à Polop (région d'Alicante).



AU CIMETIÈRE DE BEZIERS, UNE STÈLE GLORIFIANT DES MEMBRES DE L'OAS. PHOTO PASCAL GUYOTI/APP

le mausolée ibérique souhaité par l'Adimad s'avérerait cette fois plus polémique encore que les stèles jumelles d'outre-Pyrénées. Dans une lettre confidentielle que L'Humanité a pu consulter, le président de l'Adimad affirme à ses membres que : « Les noms de Roger Deguelre, Albert Dovecar, Claude Piegts et Jean Bastien-Thiry sont gravés dans le marbre de la stèle de Polop. » Une stèle qui aurait donc été, selon la jurisprudence de Marignane, illégale en France. « Ce mau-

solée permettra de remercier chaleureusement le peuple espagnol pour son accueil en 1962 », ajoutait le président de l'Adimad, exprimant ainsi son intention d'honorer les autorités franquistes de jadis.

Le maire socialiste recule

« Ils ont simplement demandé le permis pour cette stèle, et ils l'ont obtenu », explique Gabriel Fernandez Fernandez, le maire socialiste (PSOE) de la commune de Polop,

qui compte près de 4000 habitants dont une centaine de rapatriés d'Algérie. L'édile, parfaitement informé de l'hommage prévu le 7 juin – date anniversaire de l'exécution de Dovecar et Piegts – comptait dans un premier temps y participer. « Je ne veux pas savoir s'ils sont de droite ou de gauche, je ne cherche pas la polémique. C'est simplement un hommage à ceux qui sont tombés en Algérie, un monument pour les rapatriés de la région », affirmait-il encore avant que l'affaire ne suscite une polémique dans la presse castillane et n'embarrasse les diplomates espagnols. Tandis que la diplomatie française restait silencieuse. Bien qu'une ville espagnole s'appretât à rendre hommage à Bastien-Thiry qui mitrailla, le 22 août 1962, la DS du général de Gaulle, l'ambassade de France répétait à l'unisson avec les diplomates du Quai d'Orsay que « l'initiative semble être totalement privée et n'associe en aucune manière les autorités françaises ».

C'est seulement samedi dernier que le maire de Polop a annoncé que l'hommage était finalement suspendu, niant avoir reçu des consignes et assurant vouloir éviter toute polémique. Hasard du calendrier, Jorge Fernandez Dias, ministre de l'Intérieur espagnol, est en visite officielle aujourd'hui en France pour une rencontre avec son ho-

L'Espagne franquiste fut un soutien inconditionnel de l'OAS, depuis sa naissance à Madrid le 11 février 1961.

mologue Bernard Cazeneuve. Déjà interpellé dans son pays par les forces de gauche espagnoles sur cette affaire, le ministre le sera assurément aussi par la presse. En attendant, du côté de l'Adimad, le frontiste Jean-François Collin ne décolère pas. Menaçant, il assure que son association est « déterminée à continuer son combat pour la mémoire de la résistance Algérie française et à mener à bien ses projets, déjà avancés, dans deux autres pays méditerranéens ayant accueilli en 1962 les victimes de De Gaulle Charles ». Une intention que ne contredit pas le nouveau député européen FN Louis Aliot – dont la mère est une amie intime de Jean-François Collin – qui a récemment affirmé : « L'OAS, pour moi, ce sont des héros. Ils ont été durant la guerre d'Algérie ce qu'ont été les FTP et les FFI durant l'Occupation. » ■

JEAN-BAPTISTE MALET

L'événement

AUGMENTATION DES DÉPENSES MILITAIRES

Les dépenses militaires syriennes ont considérablement augmenté passant de 1,7 % du PIB (produit intérieur brut) en 2011 à 15,9 % à fin 2013. Et ce, alors que le PIB s'est contracté de 41 % depuis 2011, soit une perte estimée à 71 milliards de dollars.

162 000

C'est le nombre de personnes, dont près de 50 % de combattants, tuées depuis mars 2011.

SYRIE

Michel Kilo: «Les Syriens sont attachés à une solution démocratique»

Opposant de longue date en Syrie, il dénonce l'internationalisation du conflit dans son pays et appelle à une solution syro-syrienne.

Michel Kilo est le président de l'Union des démocrates syriens (UDS), formée il y a quelques mois, présente « presque partout en Syrie » pour « rassembler les forces démocratiques très dispersées ».

La situation humanitaire est-elle dramatique en Syrie ?

MICHEL KILO Il y a maintenant des centaines de milliers de Syriens qui sont déplacés, des milliers de morts, de blessés, de disparus. Nous sommes devant une catastrophe qui touche la société syrienne, mais aussi le monde entier. Même les Syriens vivant dans les zones encore contrôlées par le régime sont dans une situation précaire. Le prix du kilo de riz est passé de 25 livres syriennes à 2500 livres. Les bombardements sont quotidiens, venant des deux côtés du front, et les civils en paient un lourd tribut. Les gens ont peur. La situation des réfugiés syriens, bien que difficile, est meilleure que celle de ceux qui sont restés sur place. Personne ne sait où l'on va. Les Syriens ne savent même pas si leur État va rester un État, si la société va continuer à exister. La société syrienne est dans le chaos et les Syriens ne savent pas quel sera leur avenir.

Après trois ans et demi, le pouvoir syrien ne semble pas déstabilisé et organise même une élection présidentielle. Que faut-il en penser ?

MICHEL KILO D'abord, il faut dire que l'aviation du pouvoir se déploie et intervient même à seulement 25 km du palais présidentiel. Il y a des combats partout. C'est une tragédie de voir un homme bombarder son pays et qui veut gagner sa légitimité par les chars et les canons, par la mort et la souffrance de son peuple. En réalité, le

message de Bachar Al Assad est le suivant : « Avec l'élection présidentielle, oubliez une solution internationale ; il y a maintenant une solution entre moi et le peuple, et je vais vous obliger à accepter mon choix. » Malheureusement, la Russie et la Chine se sont opposées, à l'ONU, à ce que les crimes commis soient renvoyés devant la Justice internationale. Donc, il se sent protégé et veut faire oublier une solution pacifique.

Sur le terrain, il semble que les forces islamistes soient plus fortes que les forces démocratiques et laïques ?



Michel Kilo
Président de
l'Union des
démocrates
syriens (UDS)

MICHEL KILO C'est le résultat de ce qu'ont fait le régime syrien, d'un côté, les pays arabes, de l'autre, notamment le Qatar et l'Arabie saoudite, ainsi que l'Iran et la communauté internationale. Cette dernière a accepté cette guerre pas pour résoudre un problème syrien, mais au contraire a utilisé la situation pour régler des comptes au niveau régional et international. Maintenant, les Syriens meurent dans le cadre

d'un règlement de comptes entre les Américains et les Iraniens. De plus, les Saoudiens et les Qataris sont aujourd'hui opposés. Ce qui divise l'opposition syrienne. Dès les premiers jours de la révolution, le régime a essayé d'éradiquer la société civile syrienne qui parlait de citoyenneté, de liberté, et a cherché la confessionnalisation et la radicalisation du conflit. Ce qu'il a réussi à faire. Ceux qui ont organisé la révolution ont été écartés. Les forces démocratiques ont été pendant cinquante ans sous la pression du régime. Il était difficile de s'organiser. Nous étions jetés en prison. Maintenant, l'Armée syrienne

libre est la force la plus faible, alors que les intégristes ont des armes sophistiquées. De son côté, l'armée du régime est équipée par la Russie. C'est un conflit qui dépasse la Syrie. Les Syriens meurent pour des conflits régionaux et internationaux. C'est ce que nous voulons arrêter.

Comment trouver une solution aujourd'hui ?

MICHEL KILO La société civile est restée fidèle au choix démocratique. Mais le peuple syrien est aujourd'hui perdu entre le gouvernement, les intégristes, les interventions extérieures, les difficultés de l'opposition démocratiques, celles de l'Armée syrienne libre, la perte de ce rêve de liberté. Maintenant, il faut renouer avec la population, regrouper les forces démocratiques trop dispersées. Il faut retrouver une base opérationnelle parce que les Syriens sont toujours attachés au choix démocratique. Là où se trouvent les forces intégristes il y a des manifestations quasi quotidiennes contre leur attitude, contre le saccage de lieux chrétiens. Il y a eu des morts. L'Armée syrienne libre mais aussi les tribus, dans ces régions, se regroupent pour contrer les islamistes et les forces gouvernementales, et les chasser. Nous sommes prêts à des discussions avec tout le monde, y compris avec les islamistes modérés. Le pays est dans un très grand danger. Si le régime

gagne, ce sera la fin de la Syrie que nous connaissons. Si les islamistes se renforcent, il est à craindre que les États-Unis ne les utilisent dans le cadre d'un conflit beaucoup plus large mettant aux prises les sunnites et les chiites. À mon avis, les Américains ne se sont pas vraiment opposés aux forces de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL). Pis, j'ai le sentiment que les États-Unis ne se sont jamais

« Le régime a essayé d'éradiquer la société civile et a cherché la radicalisation du conflit. »



LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DANS LES RUES DE DAMAS, IER.

opposés à ces forces et ont même aidé l'EIL à entrer en Syrie. Washington est prêt à les utiliser, si nécessaire, contre l'Iran et le Hezbollah libanais. Ce qui transformerait la Syrie en un vaste champ de bataille international. Nous avons donc intérêt à faire sortir ces islamistes de notre pays. L'existence de la Syrie est totalement liée au choix démocratique. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible d'établir un État confédéral avec les Kurdes et avec toutes les composantes de la société syrienne, de garder l'unité et la souveraineté du pays. Pendant les premiers mois de la révolution, personne ne disait « l'islam est la solution ». La victoire du régime signifierait la fin du peuple syrien. La victoire des intégristes signifierait la fin de la région, pas seulement de la Syrie. J'ai dit aux Américains qu'il nous était de plus en plus difficile de contenir le phénomène intégriste. Que le choix était de nous soutenir ou barrer la route au terrorisme. Il faut aider le peuple syrien à se réorganiser en tant que peuple indépendant pour construire son avenir. Sinon, ce sera une catastrophe.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
PIERRE BARBANCEY

QUAND BACHAR JUSTIFIE SA GUERRE

« Fuir n'est pas une option (...). Je dois être aux premiers rangs des défenseurs de la patrie. C'était mon scénario depuis le début de la crise. » **Bachar Al Assad**

L'événement



LE RÉGIME DE BACHAR AL ASSAD EST SUFFISAMMENT EN POSITION DE FORCE POUR SE PERMETTRE DE REFUSER TOUTE DISCUSSION AVEC L'OPPOSITION ET ORGANISER UNE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE. PHOTO JOSEPH EIDIAFF

Une présidentielle à l'ombre des canons

ÉLECTION C'est dans le contexte d'un pays dévasté par une guerre civile qui se poursuit, de crimes et d'exécutions extrajudiciaires commis par tous les protagonistes du conflit qu'aura lieu ce scrutin présidentiel visant à donner une légitimité à Bachar Al Assad.

Suite de la page une

Séule donc une partie des 15,8 millions d'électeurs syriens, dont au moins 2 millions de réfugiés dans les pays voisins de la Syrie, prendra part à ce scrutin inédit et sans précédent dans l'histoire de ce pays. Et encore, dans ces régions sous contrôle du pouvoir syrien, comme c'est le cas d'Homs, troisième ville du pays, ce sont des électeurs traumatisés et fatigués par trois ans de guerre dévastatrice, qui se rendront aux urnes mardi.

Bachar Al Assad, élu par référendum en 2007 – il était l'unique candidat – dans un système politique dominé et verrouillé par le parti Baas au pouvoir, est assuré d'être élu. Quant à la participation des deux autres candidats, le député et ex-communiste Maher Al Hadjar élu sous l'étiquette Front populaire pour le changement et l'homme d'affaires Hassan Al Nouri, elle a pour fonction (la seule d'ailleurs) de valider ce semblant de scrutin pluraliste joué d'avance.

En fait, l'enjeu de ce scrutin n'est pas de savoir combien de Syriens se rendront aux urnes : le vote sera massif dans

les zones contrôlées par le régime. Le but visé est de donner une légitimité à un président contesté par l'opposition et par Washington et ses alliés de l'UE et arabes (l'Arabie saoudite et les pétromonarchies du Golfe). Durant l'été 2012, Washington et, surtout, Paris, qui avait parrainé le Conseil national syrien (CNS) dominé par les Frères musulmans, n'avaient-ils pas parié sur une répétition du scénario libyen en Syrie ? À l'instar de Benghazi en Libye, Homs, surnommé « le bastion de la révolution », ne devait-il pas être le point de départ d'une offensive des insurgés qui se traduirait par une chute de Damas dans un délai de trois à quatre mois, assurait-on à Paris ? Personne alors n'imaginait que, fort du soutien d'une partie de la population – les alaouites, les chrétiens, les chiites, les Druzes et les Kurdes – et de l'appui politique et militaire de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah libanais, le régime syrien, répression massive à l'appui, allait mettre les bouchées doubles pour renverser militairement la situation. Surtout face à une opposition armée fragmentée et déchirée par des conflits sanglants. Et si, en 2011, la négociation pour une issue politique au conflit était encore possible car, en plein « printemps arabe », le régime de Damas était sur la défensive, aujourd'hui, il est en position de force, au point de se permettre de refuser toute dis-

cussion avec l'opposition et d'organiser une élection présidentielle.

Une étape nouvelle dans cette région du monde

Certes, dans un contexte répressif et de guerre civile qui se poursuit, de crimes et d'exécutions extrajudiciaires commis par tous les protagonistes du conflit, cette élection présidentielle, qualifiée de « farce » par l'opposition, n'est sans doute pas crédible aux yeux de Washington et ses alliés. Mais quand on a vu ces centaines de milliers de Syriens se bousculer mercredi et jeudi dernier devant les urnes au Liban et en Jordanie, et ce, malgré les pressions des islamistes installés dans ces deux pays et l'interdiction des pays du Golfe, de la France de l'Allemagne et de la Belgique aux expatriés syriens de voter, il est permis de se demander si l'élection programmée de Bachar Al Assad ne va pas changer la donne. En tout cas, se produisant dans un contexte régional qui n'est plus le même depuis l'arrivée au pouvoir du maréchal Sissi en Égypte, cette élection ouvre une étape nouvelle dans cette région du monde. À compter de mardi, Washington et ses alliés devront compter avec une réalité syrienne qui ne sera plus la même. ■

Un scrutin qualifié de « farce » par l'opposition.

HASSANE ZERROUKY

UNE DOUBLE COMPTABILITÉ À L'UMP

Des preuves de la facturation à l'UMP d'une partie des meetings de Nicolas Sarkozy en 2012 auraient été découvertes au siège de la société Bygmalion, selon le JDD. Sur 19 millions d'euros, 14 auraient été payés par le parti via des factures fictives.

12

C'est le nombre de régions (contre 22 aujourd'hui) que prévoirait la réforme territoriale que François Hollande devrait dévoiler d'ici demain.

D'UNE GÉNÉRATION À L'AUTRE

Aux Glières, l'héritage des résistants est une arme moderne

Le 8^e rassemblement des Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui a eu lieu ce week-end sur le plateau des Glières, en Haute-Savoie. Contre la montée de l'extrême droite, c'est à des Jours heureux 2.0 qu'ont travaillé les très nombreux participants.

Plateau des Glières (Haute-Savoie), envoyé spécial.

C'était il y a 70 ans. En mars 1944, le Conseil national de la Résistance (CNR) adoptait son programme politique. Onze jours plus tard, les maquisards affrontaient pour la première fois les forces nazies et vichystes sur le plateau des Glières (Haute-Savoie). Un site magnifique qui, non content d'évoquer la Résistance, l'incarne chaque année depuis 2007 avec le rassemblement des Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui (CRHA). Ce dimanche 1^{er} juin, ils sont plus de 2 000 à écouter ceux qui luttent pour un monde plus juste. Entre montagnes et forêts, sous un ciel radieux, sept personnalités prennent la parole. « Cette année plus encore, ce rassemblement est plus que nécessaire : il est indispensable. On constate dans notre belle France une montée du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie. De tout ce qui a fait la lie du nazisme », regrette Julien Lauprêtre. Ancien résistant communiste, il raconte comment Missak Manouchian lui a lancé, avant d'être fusillé : « Dehors, il faudra continuer à te battre. La société est trop injuste ! » Il n'a eu cesse de le faire depuis, au sein du Secours populaire dont il est président.

Ici Hessel a dit pour la première fois son fameux discours. Indignez-vous !

Dans les esprits, bien sûr, la victoire du FN aux européennes. « C'est très grave ce qui s'est passé. Les gens savaient que le FN allait gagner et ils ne sont pas allés voter », s'alarme Vincent Bordenave, de l'Unef. L'actualité de ce rassemblement est ainsi d'autant plus prégnante, une semaine après le scrutin, que son histoire est déjà longue. « L'association a été fondée en 2008, en réaction à la venue de Nicolas Sarkozy. Il s'agissait de l'empêcher de récupérer ce lieu de mémoire. Puis c'est devenu un rendez-vous régulier, que l'on étoffe d'année en année. C'est ici que Stéphane Hessel a prononcé pour la première fois son fameux discours, Indignez-vous ! » raconte Gilles Perret, l'un des fondateurs du mouvement.

La parole y est passée d'un combat et d'une génération à l'autre, avec la même détermination. Laurent Pinat, de la Confédération paysanne, et le Mallen Massa Koné, de Nox



ILS ÉTAIENT 2 000, ICI AUX GLIÈRES, À ÉCOUTER CEUX QUI LUTTENT POUR UN MONDE PLUS JUSTE. COMME ICI JULIEN LAUPRÊTRE, PRÉSIDENT DU SECOURS POPULAIRE. PHOTO ROLLAND QUADRINI/KR IMAGES PRESSE

Vox, se battent contre l'industrialisation de l'agriculture et l'accaparement des terres. Leurs témoignages forts ont ému la foule. Christian Garrette, poursuivi pour activités syndicales à La Poste, donne, lui, une leçon de persévérance et appelle au combat

face au démantèlement des services publics. L'objectif, aussi, de Jean-Jacques Tanquerel, médecin, qui lutte contre la marchandisation des soins et la vente des dossiers médicaux à des sociétés privées. Engagement qu'il a lourdement payé en étant mis au placard et attaqué en justice par son directeur d'hôpital. Germain Sarhy, d'Emmatis,

et Cécile Rol-Tanguy, malgré son absence pour raisons de santé, appellent à leur tour à se dresser face au libéralisme économique qui asservit les êtres humains. En cette année de solidarité avec le peuple palestinien décriée par l'ONU, la tribune accueille naturellement Jamal Hweil, compagnon de prison de Marwan Barghout, acclamé. Enfin, Walter Bassan, résistant déporté à Dachau, revient sur les valeurs républicaines et indispensables du programme du CNR.

Des mots qui étaient sur toutes les lèvres, la veille, lors du forum organisé dans la commune voisine de Thorens-Glières. Car Gilles Perret a aussi réalisé le documentaire *Les Jours heureux*, qui remet à l'honneur l'héritage politique des résistants. Au milieu des stands, des débats et des projections, les participants étaient invités à découvrir un CNR 2.0, pour aller vers de nouveaux Jours heureux. Un gouvernement fictif y a pris ses fonctions le temps d'un débat. Au programme de cette union de la gauche progressiste : nationalisation des banques et contrôle de la finance, sortie du nucléaire, droit opposable à l'emploi, non-remboursement de la dette, refus du grand marché transatlantique, renforcement des services publics et de la Sécurité sociale, retraite à 60 ans, médias indépendants, etc. « Lutter contre le libéralisme, c'est aussi lutter contre le fascisme », conclut François Astolli, de la CGT, car le désarroi social crée des monstres comme le nazisme. Fragiliser une société amène toujours à une confrontation et une dislocation. En face, les puissances de l'argent préféreront toujours le Front national au Front de gauche. »

AURÉLIEN SOUCHEYRE

GILLES PERRET, COORGANISATEUR : « IL EST IMPORTANT QUE LES CITOYENS SOIENT ÉCLAIRÉS POUR NE PAS DEVENIR LES PROIES FACILES DU FN. »

DROITE

L'UMP en quête d'une stratégie pour rebondir

Le rapprochement avec le centre proposé par Alain Juppé est prétexte à de nouveaux débats internes. L'UDI tente de tirer son épingle du jeu mais pourrait trouver Sarkozy sur sa route.

Les jeux ne sont pas faits, mais rien ne va plus à l'UMP. Après l'épisode Bygmalion, qui a déjà coûté son fauteuil à Jean-François Copé, l'idée avancée par Alain Juppé, d'une alliance avec le centre (UDI et Modem) provoque de nouveaux remous en ce début juin. D'autant plus que l'idée a été lancée par un des trois dirigeants intermédiaires du parti, avec François Fillon et Jean-Pierre Raffarin. Un « triumvirat » qui n'a d'ailleurs « aucune légitimité » aux yeux de la très sarkozyste Nadine Morano. En revanche, pour Laurent Wauquiez, vice-président de l'UMP, « cette direction provisoire permet au moins de ramener un peu de sérénité, de calme ». L'ex-ministre de Fillon tentant de calmer le jeu en demandant à ses amis

d'arrêter « de rajouter des divisions aux divisions ». Bien qu'estimant que « le rapprochement avec le centre serait une profonde erreur ».

« L'UDI n'est pas à vendre »

Nadine Morano se veut plus montante dans les colonnes du Parisien dimanche : « L'UMP est le grand parti de la droite et du centre. Jean-Louis Borloo, qui a gouverné avec nous, était au premier rang des meetings de Sarkozy. Il a fait une faute politique en s'alliant avec François Bayrou, qui a appelé à voter François Hollande. » Pour elle, la messe est dite. Mais à l'UDI, Yves Jégo, son président intermédiaire, tout en estimant que sa formation « n'est pas à vendre », avoue ne pas être pressé dans cette affaire, espérant sans doute quelque avantage

le moment venu, « quand l'UMP aura fait son travail de reconstruction », a-t-il expliqué au Figaro, évoquant « des discussions qui devront forcément réunir toute l'opposition républicaine ». À moins que d'ici là, la roulette ne reparte à l'envers avec Nicolas Sarkozy à la manœuvre. « Sa décision n'est pas prise », dit-on dans son entourage. Claude Guéant parle d'une « éventualité ». Mais le Journal du dimanche croit savoir que l'ex-locataire de l'Élysée s'est laissé aller à cette confidence : « Je pars en vacances en juillet et je me décide après. » L'objectif de la présidentielle de 2017 serait alors évident. S'y préparer à l'avance aurait au moins un avantage pour lui : éviter des primaires à droite. Pour éviter encore des remous... ■

GÉRALD ROSSI

Dettes : ouverture des festivités

Mêler l'utile à l'agréable, tel était le mot d'ordre de la Fête de la dette, qui s'est déroulée samedi soir à Paris. « La dette est un dossier trop important pour le confier à des experts », c'est à partir de ce constat très simple que l'humoriste Christophe Alévêque a réussi, avec le cinéaste Vincent Glenn, à rassembler un large public samedi soir. L'artiste a organisé au Centquatre, établissement culturel du 19^e arrondissement de Paris, un événement à la fois ludique et pédagogique : la Fête de la dette. Son but ? Montrer que l'austérité n'est ni la seule ni la meilleure voie possible pour résorber la dette publique.

S'inspirant d'une étude réalisée par le Collectif pour un audit citoyen de la dette montrant que 50 % de celle-ci est illégitime, Christophe Alévêque souhaitait avec cet événement « dynamiser les évidences, démystifier les croyances, pointer les erreurs ». En première partie de soirée, il a ainsi présenté son spectacle devant 400 personnes. Des spectateurs qui ont semblé convaincus : « Intéressant », « drôle », « aidant à la prise de conscience », tels ont été leurs mots à la fin de la représentation. Un succès avéré par le nombre de participants qui, faute de places, ont dû attendre le bal qui a suivi et qui s'est déroulé dans une ambiance bon enfant. ■

KEVIN BOUCAUD

Souscription des 110 ans de l'Humanité

L'Humanité

L'HUMANITÉ DIMANCHE

Participez au développement de l'Humanité en versant un don à Presse et Pluralisme pour le « Fonds solidaire pour la lecture de l'Humanité ». Chaque don servira à abonner une famille habitant dans un quartier populaire.

JE VERSE UN DON POUR LE « FONDS SOLIDAIRE POUR LA LECTURE DE L'HUMANITÉ » (opération valable du 1^{er} avril 2014 au 30 novembre 2014)

➔ **JE LIBELLE MON CHÈQUE À L'ORDRE DE : PRESSE ET PLURALISME - 110 ANS**

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Par exemple, lorsque vous faites un don de 100 euros (prix d'un abonnement pour une période de six mois), vous déduisez 66 euros de votre impôt. Par conséquent, il vous en coûtera seulement 34 euros.

Ce coupon est à compléter et à retourner accompagné de votre chèque, libellé à l'ordre de « Presse et Pluralisme - 110 ans », directement à Presse et Pluralisme, TSA 32649, 91764 Palaiseau Cedex. Pour toute information ou correspondance : L'Humanité - Secrétariat du directeur - 5, rue Pleyel - Immeuble Calliope - 93528 Saint-Denis Cedex.

➔ **JE PRÉCISE MES COORDONNÉES**

(afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt l'année suivant mon versement)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Téléphone.....

Adresse e-mail.....

➔ **JE VERSE** (cocher la mention utile)

☐ 50 €

☐ 100 €

☐ 200 €

☐ Plus

Capital/travail

GRÈVES CHEZ BUFFALO GRILL

Samedi soir, les salariés d'une cinquantaine de Buffalo Grill ont décidé de faire grève suite à l'appel de deux syndicats (FO et CGT), afin de s'opposer à un projet de la direction sur le temps de travail.

5 MILLIARDS

C'est en euros le montant de l'amende que risque de devoir payer à la justice américaine la banque BNP-Paribas accusée d'avoir enfreint plusieurs embargos.

SYNDICAT

La CFDT, à l'épreuve des faits, cherche à maintenir son cap

Laurent Berger ouvre aujourd'hui son premier congrès en tant que secrétaire général de la CFDT. Un congrès qui célébrera les cinquante ans de l'organisation, avec, comme principal enjeu, celui de se détacher d'une majorité gouvernementale discréditée sans renier ses positions.

Mille huit cents militants cédétistes se retrouvent toute cette semaine à Marseille pour le 48^e congrès de la confédération, qui est aussi le cinquantième anniversaire de la centrale. Deux ans après l'élection de François Hollande, ces assises s'ouvrent, alors que des « zones de doutes » émergent dans les rangs de la centrale. Son secrétaire général, Laurent Berger, évoque un bilan marqué par « des résultats sur les conditions de travail, les salaires, l'emploi », dont l'exemple le plus significatif à ses yeux reste l'accord national interprofessionnel (ANI), dit de « sécurisation de l'emploi », signé en janvier 2013. Une réforme du marché du travail qui illustre le cap suivi par l'organisation. Un texte qui accroît la flexibilité, assouplit les modalités de licenciement et aboutit à des sacrifices salariaux pour de maigres contreparties comme la mise en place d'une complémentaire santé. Avec l'espoir que les sacrifices mettront fin à la saignée d'emplois.

Le « coût du travail » serait trop élevé en France

Il y a trente ans, en 1984, Edmond Maire, secrétaire général pendant les années Mitterrand, avait déjà négocié avec le CNPF (ancêtre du Medef) une réforme quasi identique qui prévoyait d'annualiser la durée du travail, de faciliter – en l'encadrant – le recours à l'intérim et aux CDD et de raccourcir les délais de licenciement. En contrepartie, devaient s'ouvrir des négociations sur la réduction de la durée du travail. Mais, en 1984, après d'âpres discussions, le bureau national de la CFDT avait rejeté cet accord. Trente ans plus tard, Laurent Berger n'a eu aucune peine à faire avaliser l'accord conclu avec le Medef. Le « diagnostic » économique « partagé » avec le Medef, signé en 2011, illustre ce réformisme d'accompagnement du capitalisme de la CFDT. Dans ce texte, baptisé « Approche de la compétitivité française », paraphé également, côté syndical, par la CFTC et la CFE-CGC et, côté patronal, par la CGPME et l'UPA, la CFDT se convertit à la thèse patronale selon laquelle le « coût du travail » serait trop élevé en France. Ce diagnostic commun éclaire le comportement de la centrale, qui a signé, depuis, tous les



OCTOBRE 2013, LES SALARIÉS DE L'HOTEL LUTETIA MANIFESTAIENT CONTRE LES TROIS ANS DE FERMETURE POUR RÉNOVATION. PHOTO THOMAS SAMSON/IAFF

accords conclus avec le patronat, et approuvés par le gouvernement. Jusqu'au pacte de responsabilité, scellé par François Hollande et Pierre Gattaz début 2014, cadeau de 30 milliards d'euros aux entreprises sans contrepartie. Quitte, pour la CFDT, à se voir coller l'image d'allié privilégié du gouvernement. Dans le même temps, sans surprise, l'unité syndicale constituée pendant le mandat de Sarkozy, en particulier contre la réforme des retraites de 2010, a volé en éclats. Laurent Berger s'est fait le défenseur de la thèse des « deux formes de syndicalisme, ceux qui négocient et signent, et ceux qui défilent dans la rue ».

En 2014, si le cap « réformiste » fait largement consensus au sein de l'organisation – la page de la crise déclenchée en 2003 par l'approbation de la réforme Fillon des retraites, qui avait provoqué une forte hémorragie d'adhérents, est bien tournée –, le chemin suivi par la direction de la CFDT

« Il y a interrogation sur la capacité du patronat à assumer ses engagements. Mais je pense que ce positionnement est validé dans la CFDT. »

LAURENT BERGER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CFDT, À PROPOS DU PACTE DE RESPONSABILITÉ.

n'est pas forcément pavé de roses. En témoignent les difficultés à consolider un bloc de syndicats « réformistes » autour de la recherche du meilleur « accompagnement social » à la compétitivité saute Medef. Après l'avoir approuvé, la CFE-CGC a ainsi décidé de retirer sa signature du pacte de responsabilité devant le compor-

tement intransigeant du Medef dans la négociation de la convention d'assurance chômage. « On se moque de nous, s'insurge Carole Couvert, secrétaire générale de la centrale des cadres. Le Medef et la CFDT sont les syndicats officiels du gouvernement avec lesquels tout se joue. Nous, les autres, nous n'existons pas. » La stratégie de la CFDT se heurte également à la réalité sur le terrain. Dans les entreprises, le patronat, en dépit des cadeaux fiscaux et allègements de « charges » arrachés au gouvernement, continue d'appliquer avec brutalité ses choix de rentabilité financière. Comme chez le transporteur Mory Ducros, où le délégué syndical central CFDT, Rudy Parent, « écorché et trahi », n'ira pas au congrès fêter les cinquante ans de la création de sa confédération. Le syndicaliste n'a toujours pas digéré cette journée du mois de février où, contre toute attente, dans une salle du tribunal de commerce, juste avant l'au-

dience, le responsable de la fédération CFDT transport, André Milan, lance « moi, je signe à ta place ». Une signature apposée sur le plan de reprise qui prévoit le licenciement de 2701 personnes sur un effectif de 4911, et surtout, explique Rudy Parent, une enveloppe globale d'indemnisation moitié moins importante que celle exigée par l'intersyndicale CGT-CFDT, soit 30 millions d'euros, avec une moyenne d'un peu plus de 10 000 euros par salarié. « J'ai quitté la table, puis le tribunal. Écarté, j'étais tout simplement réduit au silence. Ils ont sauvé 2000 salariés et lâché les 3 000 autres, alors que la négociation n'était pas terminée. » Un constat partagé par l'ex-délégué syndical CFDT de l'hôtel Lutetia Francis Freitas, qui en pleine négociation compétitivité s'est senti lâché par sa confédération et, depuis, a pris sa carte à la CGT : « La CFDT n'a jamais été capable d'établir un rapport de forces avec le patronat. Il y a certes la négociation mais il y a un bras de fer à mettre en place. Avec cet accord, ils ont créé quelque chose qui les dépasse et qui ne va pas vers du donnant-donnant. » Depuis quelques mois les exemples se multiplient. Il y a quinze jours à peine, une vingtaine de syndicalistes cégétistes de la branche commerce d'Ile-de-France ont été suspendus pour leur action contre le travail dominical et de nuit. Quelques mois auparavant, dix-huit délégués CFDT de La Redoute avaient claqué la porte du syndicat, mécontents que la fédération ait paraphé l'accord de la direction sur le plan social sans passer par un référendum.

La CFDT prendre des précautions avec le pacte de responsabilité

Si Laurent Berger se veut rassurant, mais avec un gouvernement discrédité et un chômage au plus haut, sa centrale est rattrapée par la réalité. Et si, à la présidentielle de 2012, 56 % des sympathisants de la CFDT avaient voté pour François Hollande au premier tour, ils ne sont que 29 % à avoir voté PS aux européennes. C'est sans doute ce qui pousse la CFDT à prendre maintenant quelques précautions avec le pacte de responsabilité, mais aussi avec le gouvernement. « Si rien n'a bougé avant la conférence sociale de juillet, j'en tirerai des conclusions et je demanderai au gouvernement de revenir sur sa politique de soutien aux entreprises », menace Laurent Berger dans le JDD. Dans la dernière version des textes du congrès, la CFDT a musclé son appréciation de la situation politique : « La nouvelle majorité politique n'a pas répondu aux attentes qu'elle avait suscitées. » Le syndicat assure qu'il a « mis en garde le gouvernement au sujet d'une politique d'austérité brutale et contre-productive » et « plaidé pour un calendrier assoupli de réduction des déficits publics qui préserve les initiatives de relance économique ». Côté syndical, la centrale ne franchit pas la ligne rouge avec la CGT, estimant désormais que leurs « divergences assumées » ne sont pas un « élément de rupture » bien qu'elle « n'entend(e) pas se laisser dicter son action par les mots d'ordre ou appels à des manifestations décidées par d'autres ». Consciente que, lorsque le rapport de forces devient indispensable, l'unité d'action est incontournable, comme cela a été le cas dernièrement dans la fonction publique. ■

CLOTILDE MATHIEU

MÉTALLURGIE

« S'inspirer de nos luttes pour rebâtir l'industrie »

Alors que s'ouvre le 40^e congrès de la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, son secrétaire général, Philippe Martinez, insiste sur la nécessité d'élaborer des projets alternatifs.

Depuis votre dernier congrès en mai 2011, comment la situation a-t-elle évolué dans la métallurgie ?

PHILIPPE MARTINEZ Depuis 2011, nous sommes dans un contexte d'accélération de la désindustrialisation, malgré un changement politique. Avec les fermetures du haut-fourneau de Florange et de l'usine PSA Aulnay, on a constaté que les engagements pris par François Hollande pendant la campagne n'ont pas été tenus. Mais on est aussi passé, en trois ans, de luttes défensives – même si on avait déjà des propositions – à une esquisse de ce qu'on pourrait faire dans le pays, dans tous les bassins d'emploi – avec des luttes gagnantes comme chez Ascometal ou chez le sous-traitant automobile SAM.

Quel bilan de l'activité syndicale de votre fédération tirez-vous depuis 2011 ?

PHILIPPE MARTINEZ Avec 65 000 adhérents, on reste la première fédération du privé. On est en progression depuis le dernier congrès mais il y a eu un léger tassement sur la dernière année. On a besoin de continuer ce travail de syndicalisation, et notamment de se tourner vers les catégories ingénieurs, cadres et techniciens, parce que ce sont aussi eux l'industrie. Et, ces dernières années, leurs effectifs diminuent aussi.

Quel va être le fil directeur de ce 40^e congrès de la métallurgie ?

PHILIPPE MARTINEZ Notre démarche, avec ce congrès, consiste à définir ce que cela signifie d'avoir une industrie dans ce pays, et de lancer une reconquête industrielle. Ce travail commence à prendre forme autour de ces luttes gagnantes qu'on veut valoriser, parce qu'on a tendance à les banaliser, y compris à la CGT. Chez Ascometal, l'entreprise a été mise en dépôt de bilan par un fonds de pension qui remontait l'essentiel de la valeur créée aux actionnaires. On a fait la démonstration qu'en portant un projet industriel et social, avec une mobilisation des salariés et une CGT majoritaire, on est capable de faire monter les enchères sur les enjeux industriels et sociaux. À la SAM, où le patron voulait un accord de compétitivité, les salariés ont fait grève quatre jours pour réussir à prouver qu'il fallait un plan d'investissement élaboré par eux. Au final, on a même obtenu une augmentation des salaires ! Et, dans les deux

cas, on a obligé le gouvernement à se mouiller du côté des salariés alors que ce n'était pas gagné d'avance. À l'échelle du pays, on est en train de travailler l'idée de pouvoir créer deux millions d'emplois, toutes industries confondues.

Mais beaucoup de luttes aujourd'hui sont uniquement défensives. Méritent-elles toujours d'être menées, selon vous ?

PHILIPPE MARTINEZ Toutes les luttes sont défensives au début : les expériences vécues consistent d'abord à se défendre quand on se fait attaquer. Mais, au lieu de reculer tout le temps, on se dit : « À quel moment on mord ? » On peut à la fois mener une bataille défensive sur l'emploi tout en commençant à travailler des alternatives. Mais si on ne reste que sur le terrain défensif, dans 95 % des cas, ça finit au mieux par une réduction de 50 % des emplois avec un accord de compétitivité et, au pire, avec la fermeture de la boîte. Il faut se défendre, mais tout en disant : on peut faire autrement. Pour cela, il faut convaincre. Et d'abord les militants ! Quand on implique les salariés pour leur demander comment on pourrait mieux faire dans leur atelier, ou dans leur secteur, ils ont des idées : des investissements, des embauches, de meilleures conditions de travail. La compétitivité, ce n'est pas bon : nous, on veut être efficace économiquement et socialement. Chaque individu dans son travail a le moyen d'influer sur les choses. Quand on additionne toutes ces actions individuelles, on donne du sens à l'action collective.



Philippe Martinez, secrétaire général de la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

À l'heure où le FN continue d'étendre son audience, y compris auprès des syndiqués, comment promouvoir la solidarité internationale ?

PHILIPPE MARTINEZ Quand on voit le score du FN aux élections européennes, on se dit qu'il faut repenser la question : « Est-ce que c'est le salarié détaché qui dort dans une tente qui est l'ennemi, ou le patron qui organise cette situation ? » Nous, on ne veut pas fermer les frontières pour avoir moins de misère ici, et tant pis s'il y en a plus ailleurs. Même si on pourrait faire plus, avec d'autres syndicats, au niveau international, on travaille pour que les droits sociaux s'améliorent partout. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LOAN NGUYEN

POUR 87 % DES FRANÇAIS, LE « COÛT DU CAPITAL » EST EN CAUSE DANS LA CRISE

Le « coût du capital » est en cause dans les difficultés économiques du pays pour 87 % des Français interrogés par Harris interactive à l'occasion d'une enquête présentée ce matin par la CGT. Si 81 % des sondés rendent également responsable le « coût du travail », ils ne sont que 41 % à penser que celui-ci contribue « fortement » à la crise contre 58 % pour le « coût du capital ».

Du côté des solutions, les Français

interrogés privilégient la baisse de la fiscalité sur les ménages (41 %) et les entreprises (34 %), des dividendes des actionnaires (35 %), des salaires des dirigeants (33 %), des intérêts versés aux banques (30 %). Ils ne sont en revanche que très peu à faire une priorité de la réduction du nombre d'emplois – y compris dans le public – (4 %), des salaires (3 %) et des investissements (2 %). Au contraire, alors que 80 % des sondés

considèrent les « efforts demandés par le gouvernement » comme « injustes », une large majorité d'entre eux estime qu'il serait « efficace » pour « améliorer la situation » d'augmenter les investissements (79 %) et les salaires (66 %), de fixer un maximum aux rémunérations des dirigeants (73 %) et aux dividendes des actionnaires (69 %), d'améliorer les conditions de travail (70 %).

Le travail dans tous ses états

Chaque lundi

35 000

C'est le nombre de salariés des 5 000 groupements d'employeurs recensés en France en 2011, dont la moitié est en contrat à durée indéterminée.

MUTUALISATION

Dans la culture, l'union fait la force de l'emploi

À Paris, de petites structures de cinéma ou du spectacle vivant ont choisi de mutualiser leurs forces, grâce à un groupement d'employeurs, pour créer des postes d'insertion dans le secteur administratif. Une expérience qui pourrait faire tache d'huile pour d'autres métiers du spectacle.

Les feux de la rampe, Edwige ne les croise jamais. C'est juste au détour d'un générique de film qu'elle apparaît enfin à la lumière. « Même s'il est écrit en petit et qu'il passe très rapidement, c'est plaisant de voir son nom inscrit à côté de tous ceux qui ont rendu le film possible. On est remercié pour notre travail. On voit l'aboutissement d'un projet qui a parfois pu connaître des difficultés, y compris au niveau administratif. » L'administration, c'est son boulot. Fiches de paie, éléments de comptabilité ou de charges sociales sont son quotidien depuis quatre ans et son embauche par Mezzanine Admin, groupement d'employeurs du cinéma et du spectacle vivant.

Cette Rouennaise d'adoption est l'élément déclencheur de l'appropriation par de petites sociétés culturelles parisiennes de cette forme de mutualisation d'emplois jusqu'alors très répandue dans l'agriculture ou le tourisme,

mais peu dans le monde des arts. « Il y a cinq ans, mon contrat d'apprentissage en production d'animation s'achevait. Un temps plein au sein de Mezzanine Films n'était pas possible. En revanche, Mezzanine Spectacles avait aussi des besoins. Juliette et Mathieu Bompont, chacun à la tête de leur société, ont eu l'idée de mutualiser mon emploi. C'est parti comme ça. » Et même bien parti.

Un travail stable et une formation solide

Quatre ans plus tard, Mezzanine Admin compte une quarantaine de sociétés et associations adhérentes, emploie huit personnes à temps plein et doit réduire son développement tant les demandes d'employeurs extérieurs sont nombreuses. Les freins sont sortis car le groupement veut rester à taille humaine et parce que le projet n'a rien d'une simple mise à disposition de salariés. Sa vocation est double : aider de petites associations ou sociétés culturelles à se structurer dans le

domaine administratif, souvent leur bête noire, tout en proposant à des personnes sans emploi, en insertion ou handicapées, de trouver un travail stable et une formation solide. Les employeurs adhérents n'ont donc rien du consommateur à la recherche d'intermédiaires. Ils doivent être actifs vis-à-vis du salarié et du groupement, dans ce « donnant-donnant gagnant-gagnant ».

RENDEZ-VOUS EN NOVEMBRE LES GROUPEMENTS CULTURELS SE RASSEMBLENT AU HAVRE

Groupements d'employeurs et emplois culturels vont compter leurs forces lors des secondes rencontres nationales, au Havre, les 27 et 28 novembre 2014, pour valoriser leur mouvement et le faire connaître, notamment auprès des pouvoirs publics.

Edwige, elle, intervient aujourd'hui auprès d'une quinzaine d'associations ou de sociétés de production, munie d'un ordinateur portable et d'un bon sens de l'adaptation. « Quand on arrive dans une nouvelle structure, on met en place une organisation de travail. On explique les procédures à suivre. Plus mes interlocuteurs ont préparé à l'avance les pièces administratives nécessaires, plus mon intervention est efficace et plus on peut anticiper les difficultés. » Ensuite, c'est à elle de jouer. « Mes interventions sont prévues sur trois mois. J'ai un bureau dans chacune des structures. La "greffe" prend rapidement car les employeurs adhérents connaissent nos missions : des éléments comptables clairs, des bulletins de salaire propres, des papiers administratifs bien remplis... Le travail est passionnant parce que chacune des associations et sociétés est différente par sa taille, ses projets. Le monde du spectacle a tellement de facettes qu'il y a, à chaque fois, à découvrir. »

La formule fait sens. Pour le salarié. « Aider de petites structures à aller au bout d'un projet, créer de la solidarité... Je sais pourquoi je suis là », sourit Edwige. Pour l'adhérent employeur aussi, comme l'analyse Dalila Benfedda, qui dirige Mezzanine Admin : « Le groupement n'est pas un cache-misère. Une structure qui connaît des difficultés ne se sauvera pas grâce à nous. En revanche, nous envisageons l'emploi différemment, en l'inscrivant au cœur d'un projet artistique. Car si un adhérent fait défaut, les autres doivent prendre le relais financièrement pour assurer l'emploi. C'est un outil de solidarité et d'insertion qui apporte une dynamique de groupe. Nos adhérents se rencontrent régulièrement et nos salariés sont aussi porteurs d'idées et de compétences développées ailleurs. » Récompensé d'un trophée de l'économie sociale et solidaire 2013 par la Mairie de Paris, Mezzanine Admin envisage l'avenir sereinement. Aucun de ses adhérents n'a jamais fait défaut. Son exemple donne des idées à d'autres employeurs parisiens, y compris pour d'autres métiers du spectacle. « Dans la culture, on compte, en France, une soixantaine de groupements d'employeurs qui impliquent 500 structures, énumère Dalila Benfedda. Des chiffres suffisamment significatifs pour dire aux ministères de l'Économie sociale et solidaire et de la Culture de nous soutenir ! »

STÉPHANE GUÉRARD



UTILISÉ DANS L'AGRICULTURE OU LE TOURISME, LA MUTUALISATION D'EMPLOIS MONTE MAINTENANT SUR SCÈNE. PHOTO PHILIPPE MERLE/AFP

COMMENT MONTER SON GROUPEMENT

Le secrétariat d'État à la Jeunesse, aux Sports et à la Vie associative a créé, en 2013, un guide pratique pour les candidats au groupement d'employeurs associatifs (<http://urlz.fr/pAi>). À consulter aussi le site de l'Avise, portail de l'ESS.

Chaque lundi Le travail dans tous ses états



DES GROUPEMENTS ONT RÉCEMMENT VU LE JOUR POUR RÉPONDRE AUX NOUVEAUX BESOINS PÉRISCOLAIRES.
PHOTO NICOLAS KRIEFF/DIVERGENCE

Des groupements d'employeurs face à l'austérité

ASSOCIATIONS. Jusqu'alors utilisée dans l'agriculture ou le tourisme, cette forme de mutualisation des emplois intéresse le monde associatif en prise avec la rarefaction des aides publiques.

La déferlante s'annonce si massive que le moindre flot d'avenir est scruté de près par le monde associatif. L'ilot en question est le groupement d'employeurs, que les nouveaux adeptes dans le monde associatif espèrent suffisamment costaud pour les aider à résister au tsunami du plan d'économies de 50 milliards d'euros pour financer le pacte de responsabilité et de solidarité. Le Collectif des associations citoyennes a d'ores et déjà chiffré ses effets. La diminution de 3,5 milliards d'euros par an et sur trois ans de la dotation de l'État aux collectivités territoriales devrait peser pour 1,2 milliard sur les aides et soutiens financiers versés par ces mêmes collectivités aux associations de leurs territoires. De quoi faire vaciller plus de 60 000 équivalents temps plein dès 2015, ou près de 100 000 emplois, si l'on prend en compte les nombreux

temps partiels. Dans ce contexte d'austérité budgétaire, chaque piste qui permet d'atténuer ce plan social silencieux est scrutée à la loupe. C'est le cas des groupements d'employeurs (GE). Créé par une loi en 1985, cet outil de « mise à disposition de personnel réglementé qui permet de se regrouper pour employer en commun un ou plusieurs salariés » avait jusque-là surtout intéressé l'agriculture, pour permettre par exemple à l'exploitant de partir en vacances, ou le tourisme, afin de mutualiser ses intervenants. Estimés en 2009 à 5 000 dans toute la France (soit 35 000 salariés pour 30 000 employeurs), ces GE ont été adoptés par des structures de l'économie sociale et solidaire, aidées en cela par la loi d'août 2005 qui permet aux collectivités territoriales et leurs établissements publics d'en être adhérents. Des associations sportives, d'animation et d'éducation populaire ont ainsi pu grouper leurs forces pour offrir à leurs

salariés un emploi stable car partagé sur plusieurs structures. Des groupements ont récemment vu le jour pour répondre aux nouveaux besoins d'intervenants périscolaires du fait des nouveaux rythmes. Le milieu associatif tire d'autant plus d'intérêt de cette forme de mutualisation de l'emploi qu'elle peut devenir un outil d'insertion, via la formule du Groupement des employeurs pour l'insertion et la qualification (Geiq).

« Attention cependant à la confusion, prévient Réjane Sourisseau, de l'association Opale qui aide les associations, coopératives ou structures d'insertion à mener à bien leurs projets. Le groupement ne crée pas d'activité.

Il permet de la structurer, d'organiser l'emploi quand il existe. Il offre aussi la possibilité d'impliquer les collectivités qui deviennent alors adhérentes de la structure. Il met surtout l'emploi au cœur des projets alors qu'il n'en est souvent que la résultante. »

Les autres écueils sont formulés par Didier Minot, du Collectif des associations citoyennes : « Le regroupement ne doit pas renforcer les grandes associations qui deviennent de plus en plus des sous-services publics sur lesquels se délestent l'État ou les collectivités. Il faut réaffirmer la nécessité pour les pouvoirs publics de financer les associations qui participent à l'emploi et forment l'un des piliers de la démocratie. » ■

257 GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS, SOIT 1 700 SALARIÉS, ONT ÉTÉ DÉCOMPTÉS EN 2009 DANS LE SECTEUR SOCIOCULTUREL.

UNE MINE D'EMPLOIS NON-DÉLOCALISABLES

900 000 emplois, soit 3 % de l'emploi total, autant que le secteur des sociétés financières : voilà, selon l'Insee, ce que pèsent les « institutions sans but lucratif au service des ménages ». Les associations dégagent une valeur ajoutée de 27 milliards d'euros, soit 1,4 % du PIB. Elles versent 23 milliards d'euros de rémunérations (2,4 % de la masse salariale totale), dépensent 13 milliards d'euros en biens et services et investissent 3,5 milliards.

LA CHRONIQUE JURIDIQUE DE PAULINE LE BOURGEOIS AVOCATE DU BARREAU DE TOULOUSE

Un CDD renouvelé 16 fois, c'est un CDI !

Une association, qui cherchait à recruter un aide-soignant, a commencé par embaucher un salarié en CDD au prétexte d'être « dans l'attente d'un recrutement en CDI ». Durant un an et demi, l'association a signé pas moins de 16 CDD avec ce salarié sans penser une seule fois à lui proposer le poste en CDI alors qu'elle était manifestement satisfaite de celui-ci, passant dans les derniers mois d'un temps partiel à un temps plein. À l'issue du dernier CDD, et alors qu'aucun CDI ne lui avait été proposé, P. a saisi le conseil de prud'hommes pour demander la requalification des CDD en CDI et l'indemnisation du préjudice lié à la précarité dans laquelle il avait été maintenu.

Il faut savoir que, lorsque la requalification de plusieurs CDD en un seul CDI est prononcée par le juge, l'échéance du dernier CDD s'analyse alors comme une rupture de CDI. Or, pour rompre un CDI, l'employeur doit procéder à

Pour rompre un CDI, l'employeur doit procéder à un licenciement et, lorsqu'il ne le fait pas, doit payer des dommages et intérêts pour licenciement abusif.

un licenciement et, lorsqu'il ne le fait pas, doit payer des dommages et intérêts pour licenciement abusif. Pensant déjouer ces règles, l'association a affirmé devant le juge que les CDD avaient fait place à un CDI et que ce CDI avait été rompu d'un « commun accord ». « Accord » invoqué par l'em-

ployeur, a posteriori, pour échapper aux condamnations prononcées en cas de requalification de CDD en CDI.

La cour d'appel de Toulouse (1) a tranché en faveur du salarié, rappelant qu'un CDD ne peut être conclu que dans des cas prévus par la loi, notamment pour permettre le remplacement d'un salarié ayant quitté l'entreprise, dans l'attente de l'entrée en fonction de son remplaçant embauché en CDI. Constatant qu'aucun nouveau salarié n'a été recruté en CDI pendant tous ces mois, la cour a prononcé la requalification des CDD en CDI et a condamné à des dommages et intérêts pour licenciement abusif l'employeur, « qui s'est montré peu attentif aux droits fondamentaux » du salarié qui a subi la multiplication de contrats précaires alors qu'il était en droit de prétendre à un emploi stable. Chacun a le droit d'obtenir un emploi, et... de le conserver ! ■

(1) Cour d'appel de Toulouse, 17 avril 2014, association les Amis de l'enfance / M. n° 12/05280.

TROP DE SUCRE POUR LES RÉUNIONNAIS

Des centaines de Réunionnais ont manifesté samedi à Saint-Denis pour demander l'application de la loi Lurel interdisant outre-mer la distribution de produits plus sucrés qu'en métropole. Sur l'île, le diabète touche 10 % de la population et tue 250 personnes par an.

C'est le niveau du plan canicule déclenché depuis hier. Ce premier échelon (évaluation des risques, information) sera en vigueur jusqu'au 31 août.

PAUVRETÉ

« On ne peut pas vivre avec le RSA »

Cinq ans après la mise en place de cette prestation sociale, le nombre de bénéficiaires est en pleine explosion. Loin de faciliter la sortie de la pauvreté, le successeur du RMI maintient souvent ses allocataires dans des situations de grande précarité économique et psychologique.

In'est pas du genre à parler à la légère, Apollinaire. Cet ingénieur de formation au prénom poétique pèse et soupèse chacun de ses mots, tisse avec soin chacune de ses phrases. Au bout de quelques minutes, l'homme, âgé de cinquante et un ans, ne brode plus. « On ne peut pas vivre avec le RSA », assène-t-il, dans son élégant costume gris. Les habits d'une autre vie. « Je n'ai pas acheté un pantalon ou une chemise depuis plus de deux ans. » Comme des millions d'autres bénéficiaires de cette prestation sociale créée il y a cinq ans, jour pour jour, cet ancien cadre dans les ressources humaines chez Euro Disney se débat tous les jours dans le manque. Et connaît mieux que quiconque les affres de la vie au RSA.

Après son licenciement, Apollinaire avait décidé de s'occuper de ses enfants. Puis ce fut la séparation, la fin des droits au chômage et la bascule au RSA. Au RSA socle, d'abord, comme tous ceux qui n'ont pas de travail. Depuis septembre, il bénéficie d'un contrat d'insertion d'assistant d'éducation de vingt-trois heures par semaine, payé 625 euros, pour vivre avec ses trois enfants à charge. Le RSA activité complète les revenus jusqu'à 800 euros environ. Presque la totalité de cette somme passe dans le loyer d'après les comptes d'Apollinaire, qui bécote les aides complémentaires versées par la Ville de Paris. Mais elles ne suffisent à régler les factures d'électricité, de gaz ou les notes de cantine qui s'entassent depuis des semaines. Les services sociaux, qui peuvent apporter des aides ponctuelles, n'interviennent « qu'après plusieurs mois d'impayés, a posteriori, et ne prennent pas à 100 % les dettes accumulées ».

Tout cela ne suffit pas à faire face aux dépenses de la vie courante. Apollinaire a longtemps tenu en piochant dans ses réserves. Aujourd'hui, ses plans d'épargne sont épuisés. Et lui aussi. « Je ne peux pas continuer à vivre comme ça. Je vais basculer dans le rouge. Dans cette situation, on essaie d'échapper à toutes les propositions de sortie, toute balade susceptible de susciter des envies de dépenses chez les enfants. On n'a plus d'activités. Ou plutôt si : on calcule. » Une



2,3 MILLIONS
C'EST LE NOMBRE DE FOYERS BÉNÉFICIAIRES DU RSA, FIN 2013.
UN CHIFFRE EN HAUSSE DE 7 % SUR UN AN.

AU BOUT DE LONGUES PÉRIODES AU RSA, DES FRAGILITÉS S'INSTALLENT, L'ESTIME DE SOI S'EFFILOCHE... T. HOUWNEAU/SIGNATURES

vie d'algèbre qui évite de trop songer à sa vie passée, mais ne laisse pas d'espace pour bâtir de nouveaux projets.

Pas le temps, au RSA, de penser à l'avenir. Apollinaire est condamné au présent. Condamné, comme les 6 millions de Français dépendant des minima sociaux, à vivre « au jour le jour ».

Comment vit-on avec 499 euros par mois, dans le 19^e arrondissement de Paris ? Sonia ne veut pas trop s'étendre sur le sujet. « C'est vrai que c'est dur », finit par lâcher cette femme de quarante ans qui refuse de se plaindre. « Dans certains pays, il n'y a rien du tout ! » Mise en difficulté par une maladie, Sonia ne veut pas donner l'image d'une « assistée ». Elle aime à répéter qu'elle ne « court pas après les aides » et tait le fait qu'elle est au RSA de peur d'être stigmatisée. Parisien de soixante et un ans, Didier, lui aussi, peine à s'extraire du RSA. Selon lui, la première des difficultés en Île-de-France

et dans les grandes villes reste le logement. « Impossible de remonter la pente et de rebondir avec les prix pratiqués dans la région parisienne si l'on n'a pas de logement social », confie cet artiste, qui s'est retrouvé à la rue, il y a quatre ans, à la suite d'une dépression. Vivre à l'hôtel ou hébergé chez des tiers entraîne des frais de restauration et complique les démarches administratives.

La situation de l'emploi s'est encore dégradée et reste très exclusive

Au sein de l'antenne Aurore-ACV, qui suit les personnes au RSA depuis plus de trois ans ou ceux qui ont plus de cinquante ans, personne ne demande une revalorisation de la prestation. Pas grand monde n'évoque l'augmentation de 10 % sur cinq ans décidée par le plan quinquennal de lutte contre la pauvreté. Cette hausse d'une quarantaine d'euros, destinée à combler le décrochage des minima sociaux par rapport au Smic, a été remise en cause, fin avril, par Manuel

Valls. Avant de finalement renoncer pour faire passer son plan de stabilité à l'Assemblée nationale... Ce dont parlent d'abord les allocataires, comme les travailleurs sociaux de l'association de réinsertion, c'est d'abord du marché du travail. D'un côté, le RSA a imposé un contrat d'engagement réciproque dans lequel l'allocataire s'engage à faire des démarches, à s'inscrire dans un projet social et professionnel, avec un accompagnement et un suivi tous les trois mois. Mais d'un autre côté, la situation de l'emploi s'est encore dégradée et reste très exclusive pour les personnes de plus de quarante-cinq ans. « C'est d'ailleurs l'âge retenu pour les forums d'emploi pour seniors, fait remarquer Dominique Galinat, directrice de cette structure ayant reçu 899 personnes en 2013. Pour une large part d'entre eux, ce qu'il faut, c'est du boulot ! »

Seules 30 % des personnes accompagnées par cette structure débouchent vers un emploi. Toujours de mauvaise qualité. « Compte

tenu des freins à l'emploi, l'accompagnement professionnel est malheureusement un accompagnement de la précarité, reconnaît Dominique Galinat. Et s'ils trouvent des emplois précaires dans la restauration, le bâtiment... À la fin de leur contrat, ils reviennent dans le dispositif du RSA socle. « La directrice d'Aurore-ACV voit aussi de plus en plus de bénéficiaires âgés de soixante et soixante et un ans dont beaucoup finissent par être exemptés de démarches. À la dégradation de la conjoncture économique s'ajoute l'impact de l'augmentation progressive de l'âge de départ à la retraite à partir de la génération née en 1951, à compter du 1^{er} juillet 2011.

« La société nous accorde une aide pour vivre, insuffisante, et, en parallèle, laisse de plus en plus de personnes sur le bord du chemin », ajoute Apollinaire, désespéré d'obtenir une proposition d'entretien sur 100 CV envoyés. Pour tenir le coup, il évite de lever le regard. « Je me concentre uniquement sur mon quotidien et je

ne regarde même plus les informations. La vision de toutes ces injustices sociales risquerait de me rendre fou... » Car, au bout de longues périodes au RSA, des fragilités s'installent, l'estime de soi s'effiloche. « Cela ne se voit pas forcément au premier abord, poursuit Apollinaire, qui siège dans la commission en

« Je ne peux pas continuer à vivre comme ça. Je vais basculer dans le rouge. »

APOLLINAIRE
INGÉNIEUR DE FORMATION

charge de rendre un avis sur les suspensions d'allocation. Beaucoup d'allocataires donnent une bonne image, sont bien habillés ou parlent bien, mais dès qu'on gratte un peu, on voit que cela ne va pas. » Pour Didier, il est fondamental de rompre avec l'isole-

ment et l'atomisation des allocataires. « Il faudrait créer des groupes de paroles, des espaces de discussion collectifs », suggère-t-il. Près de huit allocataires sur dix n'ont pas de conjoint. Sans emploi, ils entretiennent aussi peu de contacts avec l'extérieur. « Plus que la pauvreté, alerte l'association Aurore, la solitude et le repli sur soi peuvent être une réalité insupportable pour eux. » ■

PIERRE DUQUESNE

Cinq ans après, un bilan alarmant

ÉCHEC Alors que le nombre de bénéficiaires explose, le RSA n'a pas permis de réduire la pauvreté, ni de favoriser le retour à l'activité.

C'est un échec sur toute la ligne. Lancé le 1^{er} juin 2009, le RSA devait réduire la pauvreté dans le pays et inciter à la reprise d'activité. Cinq ans après, c'est tout l'inverse. Le nombre de bénéficiaires a explosé. En une seule année, il a bondi de 7,2 % pour s'établir à 2,4 millions de ménages bénéficiaires à la fin 2013. Soit 4,9 millions de personnes, si l'on compte les ayants droit. Et encore, ces chiffres ne prennent pas en compte l'important taux de non-recours : 35 % des personnes éligibles au RSA socle, successeur de l'ancien RMI, n'en bénéficient pas. Et ce taux atteint 68 % pour le RSA activité, complément de revenus versé à toute personne percevant moins de 1140 euros par mois, pour la sortir de la pauvreté. Résultat, on estime à 5 milliards les sommes non versées par l'État aux plus démunis dans le pays. Ce non-recours s'explique par le manque d'information, la stigmatisation liée au RSA et la trop grande complexité du dispositif. Chaque bénéficiaire doit, en effet, faire une déclaration de ses revenus tous les trois mois

pour calculer le montant de son RSA activité. « Personne ne peut prévoir le montant », confie une référente RSA de l'association Aurore, qui déplore une « insécurisation des allocataires ».

Mais c'est la philosophie générale du dispositif qui est aujourd'hui démythifiée. En accordant un complément de revenus à ceux qui reprennent une activité, même à temps très partiel, le RSA était censé éviter « l'effet trappe » du RMI, accusé de décourager les allocataires de rechercher un emploi. Or 69 % des bénéficiaires du RSA socle n'en sortent pas dans l'année. Et deux tiers des bénéficiaires du RSA activité retombent au RSA socle dans la même période. La réinsertion des personnes n'est pas un problème de volonté individuelle, mais reste bien liée au marché de l'emploi, explique Jacques Rigaudiat, membre de la commission économique du PCF et de la Fondation Copernic. Pour preuve, un peu moins de la moitié des allocataires au RSA sont des chômeurs en fin de droits. « Si l'on veut réduire la pauvreté, ajoute Jacques Rigaudiat, il faut s'attaquer à la question du mauvais emploi et en finir avec cette économie tournée vers les dividendes pour privilégier l'investissement et une économie créatrice d'emploi. » ■

P. DU.

Justice Le principal suspect de la tuerie de Bruxelles arrêté

Sous le coup d'un mandat d'arrêt européen, Mehdi Nemmouche, principal suspect dans l'affaire de la tuerie perpétrée le 24 mai au Musée juif de Bruxelles, a été interpellé vendredi à la gare routière Saint-Charles de Marseille. Dans ses bagages ont été retrouvés une kalachnikov et un revolver du même type que ceux utilisés dans la capitale belge. Il avait également une caméra portative GoPro et une casquette semblable à celle que portait le tireur visible sur la vidéosurveillance. Selon le procureur fédéral belge Frédéric Van Leeuw, Mehdi Nemmouche a filmé ses armes et déclare, dans un brève vidéo, avoir commis l'attentat ayant coûté la vie à quatre personnes. Âgé de 32 ans et originaire de Roubaix (Nord), Mehdi Nemmouche est bien connu des services de police français. Condamné à sept reprises pour des faits de délinquance et incarcéré cinq fois, il a passé près de sept ans en prison où il s'est illustré « par son prosélytisme extrémiste et l'appel à la prière collective en promenade », a précisé le procureur de la République de Paris, François Molins. Fiché par la direction générale de la sécurité intérieure, Mehdi Nemmouche a passé plus d'un an en Syrie à partir de fin 2012-début 2013. Sur le chemin du retour en Europe, il a brouillé les pistes, passant successivement par la Malaisie, Singapour et Bangkok. ■

Bizutage Quatre étudiants de Paris-Dauphine au tribunal

Ils avaient inscrit dans la chair de leur victime le nom de leur association. Quatre jeunes hommes doivent comparaître aujourd'hui devant le tribunal correctionnel de Paris pour avoir agressé un camarade à l'occasion d'un bizutage en octobre 2011 à l'université Paris-Dauphine. Lors d'un « entretien », sorte de rite initiatique sur fond d'alcool pour intégrer la jeune association pour la promotion des activités à Dauphine (Japad), l'un des participants avait gravé avec une capsule de bière les initiales de cette association étudiante en lettres de sang sur le dos de la victime. Au préalable, il lui avait été demandé d'ôter sa chemise, de baisser son pantalon et de se mettre à genoux, les mains liées à un manche à balai. À la suite de cette affaire, l'un des étudiants avait été exclu définitivement de l'établissement, les trois autres temporairement, pour trois ou quatre ans. Selon l'avocat de la victime, M^{re} Benoît Dietsch, l'impact psychologique s'est apaisé avec le temps et les lettres de sang ont cicatrisé sans laisser de trace. Mais son client juge « important d'aller jusqu'au bout ». Pour la défense, les faits ne relèvent pas du bizutage. L'un des avocats des accusés estime qu'il ne s'agissait que d'un « petit entretien de recrutement ». « Ça se fait comme ça depuis 30 ans, a-t-il ajouté, et jusqu'alors personne ne s'était plaint. » ■

LAURENT HOULOU

LE CRÉDIT MUTUEL DONNE LE

PORTISHEAD • SHAKA PUNK
PIXIES • DAMON ALBARN
BLONDIE • VANESSA PARADIS
DISCLOSURE • FAUVE
AGNES OBEL • PAUL WELLER
LONDON GRAMMAR • BRETON
FOSTER THE PEOPLE • IAM
GESAFFELSTEIN • MIDLAKE
ANGUS & JULIA STONE
THE DILLINGER ESCAPE PLAN
JOHN BUTLER TRIO • YODELICE
CATS ON TREES • SEASICK STEVE
WE HAVE BAND • KAVINSKY OUTRUN LIVE

et bien d'autres encore !

STROMAE
BEFORE JEUDI 3 JUILLET

FESTIVAL
BEAUREGARD
3+4.5.6 JUILLET

HÉROUVILLE ST-CLAIR (14)
CHÂTEAU DE BEAUREGARD • NORMANDIE
FESTIVALBEAUREGARD.COM
FESTIVALBEAUREGARD @BEAUREGARD2014

Débats & Controverses

Après le choc des européennes Les alternatives existent-elles à gauche pour sortir de la crise politique et sociale ?

Le changement n'est pas un slogan de campagne



Gérard Mordillat,
écrivain
et cinéaste

Bravo à François Hollande ! Bravo à tous les membres de son gouvernement ! Bravo à tous les élus socialistes qui, votant avec la droite comme un seul homme, ont effacé le résultat du référendum de 2005 où une majorité de Français (dont une majorité d'électeurs socialistes) avaient dit non au projet constitutionnel concocté par Valéry Giscard d'Estaing ! Bravo à l'immense majorité des médias de leur avoir prêté main-forte, d'avoir vanté « la concurrence libre et non faussée » avec une admirable constance jusqu'à aujourd'hui ! Bravo à cette union sacrée des classes dirigeantes et nanties d'avoir réussi le plus grand déni démocratique des vingt dernières années ! Car, ne nous y trompons pas, le résultat des élections européennes de dimanche prend sa source dans ce mépris absolu du vote des citoyens en 2005. Le Front national triomphe, mais cette victoire est un leurre. Un Français sur quatre n'est pas d'extrême droite. C'est là tout le paradoxe de cette élection. Nombre de ceux qui ont voté pour le Front national sont en réalité des démocrates, alors même que ce parti exècre la démocratie. Ce sont des démocrates dans la mesure où, d'une part, ils sont allés voter ; d'autre part, ils avaient la conviction que, cette fois-ci, leur vote serait pris en compte ; qu'aucun tour de passe-passe politique ne serait capable de l'effacer. Et tant pis s'il fallait pour ça voter pour un parti nauséabond !

C'est la revanche de Lisbonne... La responsabilité des dirigeants socialistes dans le résultat aux européennes est donc pleine et entière, sans appel. On peut y ajouter l'hypocrisie de se présenter en victimes, les larmes de crocodile, l'appel à l'union nationale, la cécité et la surdité de monsieur Valls jurant, la mâchoire crispée, le petit doigt sur la couture du pantalon, que vote ou pas, il ne changerait pas de politique. Une fois encore, le mépris des citoyens est sans fard et, comme le dirait monsieur Sarkozy, « décomplexé ». Il n'y a donc rien à espérer de ce côté-là, sinon que ceux des militants socialistes qui ne se reconnaissent en rien ni dans les pratiques ni dans la politique droitière du gouvernement aient le courage d'envoyer messieurs Hollande, Valls et consorts rejoindre leurs semblables à l'UMP et refondent un parti qui puisse sans honte se réclamer de Jaurès. Quant à la gauche - qui n'est « radicale » que dans la bouche des commentateurs -, la gauche raisonnable, la gauche de la raison de gauche, il n'est que temps d'en finir avec la foire des ego et des ambitions, les tractations d'appareils, l'éclatement généralisé des organisations. Peut-être est-ce le résultat inattendu de ces élections européennes : mettre chacun face à ses responsabilités. Ce qui sépare le Parti communiste, le Front de gauche, le NPA, voire Lutte ouvrière et une partie des écologistes n'est rien au regard de leur

accord sur la majorité des questions économiques, sociales et politiques. Il est impératif de parler désormais d'une seule voix (même si c'est à plusieurs bouches !). L'Europe à la sauce néolibérale, l'Europe du chômage, des délocalisations, l'Europe de la finance, l'Europe du traité transatlantique, l'Europe de Hayek pour qui « une dictature qui soutient le marché » serait toujours préférable « à une démocratie qui le récuse », cette Europe-là, les citoyens européens n'en veulent plus ; pas plus que les citoyens français ne veulent de la politique actuelle du gouvernement si inféodée au Medef et à Bruxelles que même les roquets de la droite en perdent la voix. Les citoyens n'en voulaient pas en 2005 - on les a muselés -, ils en veulent encore moins aujourd'hui, comme le montre le score formidable de Syriza en Grèce.

Alors, comme le disait Rimbaud, « allons ! », débarrassons-nous du parti néolibéral abusivement étiqueté « socialiste » et réunissons-nous avec les socialistes authentiques pour mettre en œuvre une autre politique en France et en Europe pour penser le monde autrement, car, contrairement à ce que prétendait Margaret Thatcher, les alternatives existent et ne sont pas du côté des néofascistes d'ici et d'ailleurs, mais bien du côté de ceux pour qui le bien public est le plus précieux des biens, de ceux pour qui la finance est réellement une ennemie, de ceux pour qui le changement n'est pas un slogan de campagne. Comme en 1968, il est urgent de mettre l'imagination au pouvoir. ■

TEXTE COLLECTIF

Pour un nouveau départ du Front de gauche

Le Front de gauche a suscité un immense espoir, soulevé de grandes énergies qui retombent au fil des épreuves et des dissensions et repartent dès qu'il sait faire front. Les élections municipales et européennes ont à nouveau fait étalage de ses forces et de ses faiblesses. Chacun ressent que sa survie peut aujourd'hui être en péril. Il représente pourtant la seule voie. Il est la seule force capable de construire une alternative de gauche face aux politiques convergentes du néolibéralisme et du social-libéralisme. Il doit en assumer la responsabilité. En cinq années d'existence, il a mis en chantier un grand projet de reconquête. La diversité des traditions de la gauche, qui s'y sont rencontrées, et l'expérience des luttes que nous avons menées ensemble constituent un précieux héritage que nous refusons de dilapider.

Le Front de gauche doit prendre un nouveau départ. Les partis et autres organisations qu'il regroupe, et qui en forment le pivot, doivent être reconnus et respectés. Leur rôle est structurant et incontournable. Mais, alors que certain-e-s semblent s'interroger sur son avenir, nous

UNE CRISE EN CACHE UNE AUTRE

Dans une note présentée aux ministres des Finances de l'UE (voir les Échos), Guntram Wolff et Zsolt Darvas soulignent : « L'Europe a surmonté la crise financière la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, l'incapacité à régler la crise sociale assombrit les perspectives d'avenir. (...) Une révolte sociale pourrait bien rejeter la mondialisation et saper les bases de notre prospérité. »

sommes aussi convaincu-e-s qu'il est temps de franchir une étape décisive de développement pour faire toute sa place au « peuple du front de gauche », à toutes les forces militantes - syndicales, associatives et culturelles - qui se reconnaissent dans nos orientations. Il est normal que, dans une fédération d'organisations, des lignes s'affrontent et des divergences se manifestent. Mais le Front de gauche doit avoir la cohérence d'une force de combat politique. Et il ne peut y parvenir que s'il est rassemblé et uni dans sa base militante. Sa légitimité repose, aussi,

sur ceux qui le construisent au quotidien. Reprenons à notre propre compte ce mot d'ordre adressé à tous : « Prenez le pouvoir ! » Les assemblées citoyennes doivent trouver appui sur des structures plus stables, plus fiables, plus coopératives. Tous ceux et toutes celles qui s'engagent avec le Front de gauche doivent pouvoir se retrouver dans une forme d'association démocratiquement définie dans chaque lieu (localité ou entreprise), qui leur permette de partager, sur un pied d'égalité, la responsabilité des luttes politiques à mener. C'est le sens de l'appel que nous lançons.

Nous appelons à construire à la base et au quotidien, avec les partis et organisations qui forment le Front de gauche, la grande force populaire rassemblée qui pourra impulser les changements profonds auxquels nous aspirons ! ■

Premier-e-s signataires : Hélène Adam, Christophe Aguiton, Niels Anderson, Marianne Andreucci, Robert Andreucci, Paul Ariès, Gérard Aschieri, Clémentine Autain, Francis Baldassi, Jacques Bidet, Annie Bidet, Jean Bigot, Boris Billia, Paul Bouffartigue, Alain Bourneuf, Naïma Bouzenzen, Félise Branger, Eugénie Bressan, Danièle Carasco, Daniel Cassiaux, Séverine Chauvel, Deborah Cohen, Jacques Cossart, Pierre Cours-Salles, François Coustal, Alexis Cuckier, Jérôme Deauvieu, Étienne Douat, Jean-Michel Drevon, Jean-Numa Ducange, Michel Duffour, Cédric Durand, Pascale Fautrier, Dominique Fillère, Franck Fischbach, Maryse Gaggioli, Bertrand Geay, Frédéric Genevée, Laurent Grisel, Pierre-François Grond, Jacques Guilhaumou, Paul Guillibert, Florian Guilli, Janette Habel, Stéphane Haber, Jean-Marie Harribey, David Hermet, Hassan Hmani, Valérie Hoigne, Vincent Huet, Sébastien Jahan, Amélie Jeammet, Gisèle Jean, Jean-Vincent Jehanno, Anne Jollet, Serge Kalisz, Razmig Keucheyan, Pierre Khalfa, Jean-Vincent Koster, Stathis Kouvelakis, Jean-Marc Lachaud, Martine Lachaud, Richard Lagache, André Landrain, Françoise Larache, Frédéric Lebaron, Bernard Lebrun, Jacques Lerichomme, Guillaume Liégard, Jean Lojkine, Jean Malifaud, Philippe Marlière, Roger Martelli, Myriam Martin, Gus Massiah, Rossana Morain, Loïc Morisot, Claude Pineau, Danièle Pinguet, Yvon Quiniou, Joseph Ridolfi, Jacques Rigaudiat, Évelyne Rognon, Alain Ruscio, Lucien Sève, Guillaume Sibertin-Blanc, Pierre Sicsic, Évelyne Sire-Marin, Bruno Tinel, Pascal Torre, André Tosel, Stéphanie Treillet, Marcel Trillat, Marie-Christine Vergiat, Francis Vergne, Nicolas Viellescazes, Marie-Pierre Vieu, Louis Weber, Serge Wolikow, Pierre Zarka, Françoise Zelty.

Site : www.nouveau-depart-fdg.org

Débats & Controverses

Faire preuve de détermination politique



Pouria Amirshahi
Député PS

Les solutions sont connues. Limiter les hauts revenus ou alors les taxer fortement, pour les redistribuer. Réduire les écarts de salaires, car rien – aucun diplôme, aucun exploit – ne justifie qu'un être humain gagne ne serait-ce que vingt fois plus qu'un autre dans une même entreprise. Que les 17 prennent enfin le contrôle de l'euro, évidence qui passe pour une hérésie! Investir massivement dans les nouvelles technologies, dans la médecine, dans la conversion écologique de nos industries, de nos agricultures et de nos villes. Protéger les droits des citoyens à l'heure des surveillances, des fichages, des contrôles généralisés (car les dérives liberticides sont aussi un symptôme grave de la crise, tout ne se résume pas aux rhétoriques éconômistes ambiantes). Maîtriser les biens publics communs que sont l'eau mais aussi les sources d'énergie. Bref, affronter les puissances de l'argent et du cynisme. Pour cela, il faut des lois, mais ces lois sont devenues presque impossibles à faire passer à cause des interdépendances européennes, voire internationales qui sont érigées en principal argument du renoncement. Il s'agit donc aussi et surtout de faire preuve de détermination

politique. Personne n'imagine que la meilleure des résolutions en faveur de l'égalité sociale se traduise dès le lendemain de sa formulation, mais de plus en plus de citoyens, dans le monde entier, ressentent que la politique n'est qu'un champ second de la décision. Et cela produit des catastrophes politiques dont on n'a pas encore atteint le pire: si la démocratie est impuissante à honorer la promesse de mieux, alors, même pour des bonnes causes, la tentation autoritaire risque d'être de plus en plus grande. Car, à tout ramener à la notion d'efficacité, le reste (c'est-à-dire le plus important: la délibération) deviendra accessoire et la dérive sécuritaire et autoritaire s'entendra. Il faut donc plaider haut et fort pour un changement radical des règles: la France doit et peut le faire, et c'est d'ailleurs le mandat que les citoyens ont confié à François Hollande...

La gauche doit se réveiller. Toute la gauche. Les socialistes pour commencer et à l'Assemblée nationale car ils y siègent majoritaires – sauf à faire le deuil du quinquennat, et, d'une certaine manière faire, le deuil de l'histoire. Les parlementaires doivent, au nom même des principes républicains qui fondent leur légitimité démocratique, reprendre la part de pouvoir qui leur revient et qui leur est confisquée depuis trop longtemps. C'est le sens de la démarche engagée par l'appel des 100. Mais le reste de la gauche est responsable aussi et doit, selon moi, transformer le procès permanent en trahison en propositions sérieuses et pragmatiques de convergences. Si le ton change, l'état d'esprit aussi. Et en politique comme en toute chose, le climat influe beaucoup. Cet été, de nombreuses routes politiques vont se croiser. Des appels à l'union, des rencontres mêlées, des invitations aux universités d'été, etc. Dans le marasme politique actuel, faisons de chacun de ces rendez-vous des moments utiles. ■

ALEXIS TSIPRAS
« NOUS SORTIRONS DE LA CRISE PAR L'EFFACEMENT DES DETTES ET PAR UN NOUVEAU PACTE SOCIAL. »

Dans l'actualité

L'Humanité en procès

À partir d'aujourd'hui et jusqu'au 24 juin, L'Humanité comparait, aux côtés d'autres prévenus, devant le tribunal correctionnel de Paris dans un dossier dont l'instruction fut ouverte voici dix ans. En cause, sans doute le plus bel objet du journal de Jaurès: sa Fête et, plus spécifiquement, sa grande scène, sur laquelle se sont produits, depuis des décennies, les plus grands musiciens, devant le public le plus nombreux qu'ils puissent rencontrer en un seul lieu. De 1997 à 2005, un partenariat établi entre le journal et l'Iforep, institut dépendant du comité d'entreprise d'EDF, la CCAS, en charge de la formation, notamment dans le domaine audiovisuel, prévoyait que cet institut assurait la captation d'images et sa retransmission en direct sur un écran géant. En contrepartie de cette intervention de haute qualité, l'Humanité confiait à l'Iforep les images ainsi captées aux fins de rediffusion dans les centres de vacances de la CCAS, dans le respect, évidemment, des droits des artistes. Ces images ont, pour beaucoup d'entre elles, une valeur inestimable. L'on pense à la der-

Hervé Tourniquet
Avocat

nière apparition publique de Léo Ferré, à l'un des derniers concerts d'Alain Bashung ou de Compay Segundo... Des partenariats

avaient existé auparavant avec la SFP, sous la baguette de Jean-Christophe Averty, et d'autres ont été noués depuis, par exemple avec Radio France, dont les formations musicales classiques viennent chaque année apporter à la grande scène la touche finale qui la rend si complète et universelle. C'est la coopération avec l'Iforep qui est critiquée et l'Humanité ainsi mise en cause au motif que ce partenariat, apprécié sous le seul éclairage comptable, serait déséquilibré. Aucune des explications fournies dans le cours de l'instruction n'a modifié le point de vue du parquet, enfermé dans une conception totalement erronée et réductrice, d'une part, de l'histoire des activités sociales et culturelles des comités d'entreprise en général et de la CCAS en particulier, d'autre part, de la nature et du rôle de la Fête de l'Humanité. Une réalité qui la distingue des festivals auxquels elle est souvent comparée: un lieu unique de rencontre, d'échanges, de débats et

de création culturelle qui doit sa longévité et son succès persistant au bénévolat, au militantisme et à la générosité débarrassés de toute dimension mercantile. Même si l'on aurait pu souhaiter, pour les 110 ans de l'Humanité, un autre type de « célébration », c'est avec confiance que le journal aborde cette nouvelle épreuve de son histoire, convaincu que les débats permettront de faire litte de ces accusations et de rétablir la réalité des faits. Dans le climat délétère qui règne aujourd'hui dans le pays et face aux amalgames qui conduisent à mettre « tout le monde dans le même sac », nous démontrerons ce que savent déjà les millions de personnes qui ont franchi les portes de la Fête de l'Humanité. Loïn des accusations ainsi portées, il existe encore un lieu, en France, où le culte de la rentabilité et du chacun pour soi n'a pas sa place, où l'on peut débattre dans le respect de l'autre, se cultiver dans une ambiance chaleureuse, où les mots fraternité et solidarité ont encore un sens, où bat encore le cœur de ce pays « du journal que l'on vend le matin d'un dimanche à l'affiche qu'on colle au mur du lendemain... ». ■

LA CHRONIQUE DE GILLES CANDAR



Jaurès, les sports et l'éducation physique

Jaurès passerait difficilement pour un grand sportif! Affaire d'époque en partie: rugby, football, cyclisme et athlétisme émergent et s'installent avec la génération suivante, alors que lui-même est déjà un adulte avancé. Et pourtant, ce monde ne lui est pas étranger. D'abord, il fait ce qu'il peut! Il marche, beaucoup et avec plaisir, aussi bien à la campagne qu'en ville.

C'est le Jaurès « de plein air et de bois d'automne », « dont le pied sonnait sur le sol dur des routes » que sait décrire avec encore de l'affection Charles Péguy. Il a des qualités sportives: la persévérance, le courage... Et il a de la curiosité. Il essaie. Sans trop de réussite, il s'initie au vélo, en passe de devenir l'accessoire obligé des Jeunes socialistes et des « hommes de confiance », l'ancêtre du service d'ordre des manifestations du XX^e siècle. En visite à Malmö, ville suédoise, il s'exerce sur les espaliers d'une salle de gymnastique...

Le sport pour lui reste un aspect particulier du développement général de l'être humain.

Responsable politique, il encourage constamment l'éducation physique. Maire adjoint de Toulouse, il refuse le militarisme des bataillons scolaires, mais il soutient la gymnastique, à l'école et au-dehors, par le biais des associations, afin d'obtenir des « jeunes gens robustes, souples et ha-

biles ». Député, dirigeant socialiste, il soutient toujours à la tribune de la Chambre ou dans l'Armée nouvelle cette partie jugée essentielle de l'éducation. Il encourage « l'élan, les jeux où l'être se donne tout entier ». Il s'ouvre aux sports individuels ou d'équipe, patronnant dès 1908 la création d'une rubrique sportive dans l'Humanité, augmentée au début de 1913, lorsque Henry Dispan de Floran, jeune juriste fils d'un enseignant socialiste, passionné de boxe et de rugby, vient épauler le pionnier Henri Kleynhoff. Tous deux seront tués à la guerre, le commandant Kleynhoff en 1916 et Dispan, pacifiste dès le début, en 1918.

En même temps, Jaurès pressent les dangers de l'utilisation des sports par la société capitaliste, leur « énorme exploitation industrielle », leur transformation en « spectacle à grand fracas ». Il voit le risque de l'exaltation exclusive de « la force la plus grossière » et l'instrumentalisation possible dans les affrontements entre nations ou à l'échelle des civilisations. Il se montre attaché à un esprit olympique étendu à tous. Le sport pour lui reste un aspect particulier du développement général de l'être humain. Les mots sont parfois ceux de son époque, du moins ceux d'un professeur épris d'humanisme antique, cherchant à comprendre la nouveauté, mais ses préoccupations n'ont rien perdu de leur actualité. ■

Une planète et des hommes

LE PETIT-FILS COUSTEAU REPREND LE FLAMBEAU AU LARGE DE LA FLORIDE

Fabien Cousteau va passer 31 jours dans un laboratoire sous-marin, situé à 20 mètres de profondeur au large de la Floride, afin d'étudier l'impact du changement climatique et tester l'effet psychologique de la vie dans les profondeurs.

1,72 %

C'est la baisse moyenne prévue en juin des tarifs réglementés du gaz (hors taxes). 8,1 millions de foyers abonnés aux tarifs réglementés en bénéficieront.



STATION D'ÉPURATION ET DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES DE LA VILLE DE DÉTROI (MICHIGAN). JOSHUA LOTT/THE NEW YORK TIMES. REDUX-REA

700 000 HABITANTS

DE DÉTROI ONT VU LEUR ACCÈS À L'EAU COUPÉ FAUTE D'AVOIR PAYÉ LEUR FACTURE, QUI A BONDÉ DE 119 % EN DIX ANS.

terminée, probablement en 2016. Et où ira-t-il puiser la ressource ? Dans le lac Huron, mais cette fois au nom de la Karegnondi (nom indien du lac Huron) Water Authority, syndicat mixte regroupant les villes de Flint et Lapeer ainsi que les comtés de Genesee, Lapeer et Sanilac. 200 millions d'euros d'investissements ont été nécessaires pour sortir du contrat avec le Detroit Water and Sewerage, le département public de l'eau de la principale ville du Michigan.

Si tout semble couler pour les autorités de Flint, celles de Detroit trouvent un goût saumâtre à cette émancipation. Flint était le deuxième plus gros client de Detroit et assurait les deux tiers de ses revenus d'« exportation » d'eau dans le reste de l'État. Cette défection intervient au moment où l'ex-Motor City traverse la plus grave crise financière depuis sa fondation, en 1701, par Antoine de Lamoignon-Cadillac.

ÉTATS-UNIS

Detroit-Flint, la guerre de l'eau

Motor City envisageait son quasi-monopole sur l'eau du lac Huron comme un moyen de sortir du marasme financier. Son voisin s'est rebiffé.

Le 25 avril dernier, Dayne Walling a fermé le robinet. Rien de banal, pourtant, dans ce petit geste quotidien. L'homme de quarante ans est maire de la ville de Flint (Michigan), rendue célèbre par le premier documentaire d'un enfant du pays, Michael Moore, *Roger et moi*. Et le robinet en position « off » a mis fin à cinquante ans de dépendance à l'eau de Detroit tout en ouvrant une guerre de l'eau avec la ville voisine, distante d'une centaine de kilomètres.

On peut y voir un marqueur de l'évolution des États-Unis. Detroit a été l'incontestable capitale mondiale de l'automobile, symbole des Trente Glorieuses à la mode américaine, avant de s'effondrer et d'être déclarée en faillite, en juillet 2013. Flint restera dans l'histoire comme le berceau de General Motors et des grandes grèves de 1936-37 qui forcèrent le patronat de l'automobile à reconnaître le fait syndical. Il y a cinquante

ans, une marchandise unissait le destin des deux cités. Aujourd'hui, un bien commun les divise. Dayne Walling a donc fermé le pipeline qui amenait l'eau du lac Huron dans les verres des habitants de la ville dont il est maire depuis 2009. « L'eau est un service vital absolu que chacun prend pour acquis, a-t-il déclaré lors de la cérémonie officielle

de divorce. Il s'agit d'un moment historique pour la ville de Flint, qui revient à ses origines et utilise l'eau de sa propre rivière pour son approvisionnement en eau potable. »

Derrière l'argument du retour aux sources, se cache une tout autre histoire. Car l'utilisation de la Flint River est provisoire. Le temps que la construction d'un pipeline soit

Detroit vidé de son sang économique et démographique

La désindustrialisation, l'exode des classes moyennes vers les banlieues résidentielles ont vidé Detroit de son sang économique et démographique. La crise économique de 2008 a porté le coup de grâce. En juillet dernier, abandonnée par l'État du Michigan comme par le gouvernement fédéral, Detroit a dû se placer sous le chapitre 9 des faillites. Un administrateur d'urgence a été nommé, qui scrute chaque possibilité d'économies et d'optimisation de l'existant... dont fait partie le liquide naturel mais de plus en plus précieux. Flint a-t-il anticipé une hausse des tarifs ? Ses élus l'affirment, même si rien ne vient étayer cette thèse. Il est avéré, en revanche, que la mise en place d'une structure publique de coopération à l'échelle régionale a échoué, en raison du retrait du très privilégié comté d'Oakland, l'un des dix plus riches du pays. Chacun pour soi, chacun chez soi. Et au milieu, repose un lac... ♦

CHRISTOPHE DEROUBAIX

Mille vaches La justice convoque les militants de la Confédération paysanne

Le tribunal d'Amiens a convoqué pour le 1^{er} juillet prochain, 9 heures, les cinq militants du syndicat agricole soupçonnés de dégradations sur le chantier de la ferme dite des Mille Vaches, dans la Somme. Le porte-parole de la Confédération, Laurent Pinatel, est convoqué pour recel de vol aggravé et les quatre autres militants pour dégradations et vol aggravé, ainsi que, pour deux d'entre eux, refus de prélèvement d'ADN. Interpellés mercredi sans ménagement, ils ont été placés sous contrôle judiciaire avec interdiction de revenir dans la Somme, de quitter le territoire national et d'entrer en contact les uns avec les autres, mais le juge des libertés s'est opposé à l'obligation de pointage. Laurent Pinatel dénonce « une volonté de casser les syndicalistes et l'action syndicale ». Vendredi, des militants du syndicat avaient retenu quelques heures le conseiller à l'agriculture de François Hollande pour obtenir la libération de leurs camarades. ♦

Atlantique Septième Continent, atterrée par la soupe de polluants plastiques

De retour en Martinique de vingt jours d'étude de la « soupe » de plastiques en surface de l'Atlantique Nord, Septième Continent estime que ses plus sombres hypothèses de départ ont été validées par l'expédition. « Un des moments les plus marquants fut lorsque nous avons été plusieurs à y plonger le bras : il a fallu ensuite utiliser des pinces à épiler pour retirer les petits morceaux de plastique de notre peau », raconte Patrick Delxonne, membre de la Société des explorateurs français et chef de cette mission en mer des Sargasses. Les données collectées vont, selon Alexandra Ter Hall, chercheuse au CNRS, permettre d'« évaluer la concentration en polluants organiques persistants (POP) et en métaux lourds contenus dans ces plastiques. Nous allons aussi analyser le biofilm qui se forme à la surface des plastiques : il semblerait que des bactéries étrangères au milieu océanique s'y installent. Nous ne connaissons pas leur impact sur les écosystèmes ». ♦

Nouvelle-Calédonie Vale bientôt autorisé à reprendre son extraction du nickel

Un porte-parole du gouvernement néocalédonien a annoncé que le groupe minier Vale va être autorisé à reprendre ses activités sur le site d'extraction de nickel de Goro, dans le sud de Grande Terre. Ce feu vert se fonde sur un rapport rendu en fin de semaine dernière par un expert indépendant, indiquant que le gouvernement ne s'opposait pas au redémarrage des activités. Ces activités avaient été suspendues il y a trois semaines après une fuite d'acide. Quelque 100 000 litres s'étaient déversés dans une rivière, provoquant la mort de plus d'un millier de poissons et crustacés. Exaspérés par ce nouvel incident, des dizaines de manifestants riverains ont détruit cette semaine du matériel et saccagé des locaux de Vale, s'opposant aussi violemment aux forces de sécurité. Samedi, les chefferies coutumières kanaks de la région, dont certaines veulent la fermeture définitive du site, ont finalement choisi d'octroyer un délai de deux mois à l'industriel. ♦

STÉPHANE GUÉRARD

UN OPPOSANT IRANIEN PENDU

L'opposant iranien Gholamreza Khosravi Savadjeni, 49 ans, condamné pour ses liens avec les Moudjahidine du peuple (opposition en exil), a été pendu hier, en représailles à une révolte à la prison d'Evin à Téhéran.

40

C'est le nombre de combattants islamistes de Boko Haram tués lors d'affrontements avec l'armée camerounaise dans le nord du pays.

Le monde en mouvement

ITALIE

Derrière « Mare Nostrum », le contrôle militaire des réfugiés

La marine italienne a annoncé, samedi, avoir porté secours à plus de 3 500 réfugiés tentant de rejoindre les côtes de l'Europe. Mais avec l'opération « Mare Nostrum », lancée à l'automne 2013, Rome couvre d'un voile humanitaire la surveillance militarisée de ses frontières maritimes.

Is viennent d'Érythrée, de Somalie, de Libye ou de Syrie. Parmi eux, plusieurs centaines d'enfants et beaucoup de femmes, dont certaines enceintes. La marine italienne a annoncé, samedi, avoir porté secours à plus de 3 500 migrants dérivant sur de fragiles embarcations dans les eaux du canal de Sicile. Deux d'entre eux dans un état de santé critique ont été transportés d'urgence à l'hôpital en hélicoptère.

Fuyant guerres, crises et conflits, ils sont, selon le ministère de l'Intérieur, plus de 43 000 à avoir accosté depuis le début de l'année sur les côtes italiennes, après une périlleuse traversée, soit autant que ceux qui sont arrivés sur l'ensemble de l'année 2013. Mais combien sont morts ? Le 12 mai dernier, un bateau transportant 400 personnes faisait naufrage au large de l'île de Lampedusa. La moitié des passagers seulement ont été secourus, tandis que les gardes-côtes et la marine militaire repêchaient une quinzaine de corps. La veille, plusieurs dizaines de migrants périssaient de la même façon au large des côtes libyennes. Le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, s'en était alors vivement pris à l'Union européenne. « L'Europe nous laisse seuls, il n'est pas possible de sauver des États, des banques, puis de laisser mourir des mères avec leurs enfants ! » s'était-il indigné. Au même moment, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) critiquait en termes très clairs la politique d'Europe forteresse qui a transformé la Méditerranée en vaste cimetière. « Nous exhortons les gouvernements (...) à fournir des alternatives légales aux périlleuses traversées, afin d'assurer que les personnes désespérées en quête de refuge puissent trouver protection et asile », affirmait le porte-parole du HCR, Adrian Edwards.

Qui sème le vent récolte la tempête

En fait, l'Europe navigue à vue. Sa politique de fermeture des frontières et de restriction continue du droit d'asile se traduit par la mise en danger des migrants et des réfugiés, sans la moindre maîtrise des flux alimentés par des conflits impliquant directement ou indirectement l'UE ou certains de ses États membres. Avec les bouleversements politiques qui refaçonnent le nord du continent africain, c'est aussi toute la politique d'ex-



HIER, AU PORT D'AUGUSTA EN SICILE, 3 500 RÉFUGIÉS EN PROVENANCE D'AFRIQUE DU NORD ONT ÉTÉ SECOURUS PAR LA MARINE ITALIENNE. LE CHEF DU GOUVERNEMENT, MATTEO RENZI, S'EN ÉTAIT VIVEMENT PRIS À L'UNION EUROPÉENNE POUR SON MANQUE DE SOUTIEN. PHOTO ANTONIO PARRINELLO/REUTERS

ternalisation des contrôles migratoires qui vole en éclats. La Libye, livrée au chaos, en est la plus éclatante illustration : avec la chute de Muammar Kadhafi, l'UE a perdu un gendarme aussi féroce que dévoué. Inefficaces, dangereuses et source de désordres, ces politiques de fermeture sont, enfin, attentatoires aux droits fondamentaux. Et la récente adoption par le Parlement européen d'un règlement sur la surveillance maritime par l'agence Frontex, le bras armé de l'UE en matière migratoire, introduisant une définition du « non-refoulement », ne signe aucune réorientation notable dans ce domaine. « S'il présente certaines avancées,

« L'Europe nous laisse seuls, il n'est pas possible de sauver des États, des banques, puis de laisser mourir des mères avec leurs enfants ! »

MATTEO RENZI, LE CHEF DU GOUVERNEMENT ITALIEN.

leur pays de provenance, mais pas à améliorer leur sort. Et cela, en dépit des obligations internationales qui pèsent sur les États membres de l'UE en matière de protection des réfugiés et de droits fondamentaux », décrypte le réseau Migreurop.

L'Europe se barricade, les réfugiés se noient... et l'extrême droite se frotte les mains. Allié au clan Le Pen au Parlement

ce règlement ne mettra pas fin aux naufrages et aux violations des droits humains. Car « surveiller » et « protéger » ne reposent pas sur les mêmes bases : les interceptions de Frontex visent à stopper les migrants et, potentiellement, à les renvoyer dans

européen, le secrétaire de la Ligue du Nord, Matteo Salvini, s'est empressé d'annoncer une visite en Sicile. Le parti d'extrême droite hurle à « l'invasion » et critique vertement l'opération « Mare Nostrum » lancée à l'automne 2013, dont l'affichage humanitaire masque pourtant mal le but réel, celui d'une surveillance militarisée des eaux territoriales italiennes.

Le premier ministre Matteo Renzi en appelle, lui, à l'ONU, prie « d'intervenir en Libye », et compte sur une « meilleure utilisation » du dispositif Frontex. « Nous avons besoin d'un accord avec la Libye similaire à celui qui avait été conclu dans les années 1990 avec l'Albanie, suggère de son côté dans la presse italienne Edoardo Patriarca, député du Parti démocrate. Ceux qui fuient les guerres et la faim doivent être aidés, avant de décider qui peut prétendre ou non au statut de réfugié politique. »

ROSA MOUSSAOUI

Le monde en mouvement

HOMMAGE

Fernand Tuil, la Palestine et l'Olivier

L'infatigable combattant pour le droit au retour des réfugiés palestiniens repose au camp de Daisheh, près de Bethléem.

C'est sous un olivier, à la pointe d'un jardin surplombant la vallée qui serpente entre les collines de Cisjordanie, qu'a été déposée vendredi l'urne contenant les cendres de Fernand Tuil, l'infatigable combattant de la cause palestinienne et du droit au retour des réfugiés, décédé le 23 décembre dernier. Une urne dont l'enveloppe avait été brodée par les femmes de Daisheh et que portaient ses amis du camp, Abu Khalil et Ahmed Muhaisen – qu'il appelait son frère et qui coprésident l'Association pour le jumelage des villes françaises avec des camps de réfugiés palestiniens (AJPF) – avec sa femme Isabelle et les enfants de Fernand : Jennifer, Jérémie, Johan, Romane et Léa. C'était sa dernière volonté que de reposer à Daisheh, premier camp jumelé avec sa ville de Montataire en 1989, et dont le sénateur maire, Jean-Pierre Bosino, conduisait la délégation venue de France avec le député européen et directeur de l'Humanité, Patrick Le Hyaric.

Cet olivier, c'est tout un symbole : Fernand l'avait récupéré en piteux état après que des colons israéliens l'ont arraché du jardin d'une église. Il a repris comme par miracle dans le jardin du Centre Phoenix, un centre culturel rebâti, lui aussi, après avoir été détruit par l'armée israélienne. Symboles du refus des réfugiés palestiniens de renoncer au retour dans la patrie dont ils ont été expulsés. Tous ceux qui ont participé à l'hommage à Fernand Tuil ont souligné avec quelle détermination il avait porté cette cause, l'avait fait connaître et lui avait gagné, envers et contre tout, des soutiens dont témoignait l'importante délégation venue



140 PRISONNIERS PALESTINIENS SONT EN GRÈVE DE LA FAIM DEPUIS 39 JOURS POUR PROTESTER CONTRE L'ARBITRAIRE ET LES CONDITIONS DE LEUR DÉTENTION.

STÈLE EN HOMMAGE À FERNAND TUIL SUR L'OLIVIER AU PIED DUQUEL IL REPOSE. PHOTO EMMA PICQ

l'accompagner : les maires et élus de 26 des 60 villes françaises jumelées avec des camps palestiniens, sans compter les amis de toujours, comme Francis Wurtz, qui ne cachait pas son émotion de revenir là sans lui. Ce qu'on a mesuré pendant ces trois jours, c'est l'importance de l'œuvre accomplie par Fernand. La tristesse de ses amis palestiniens, exprimée par tous ceux qui l'ont connu, depuis l'ancien maire de Bethléem jusqu'au ministre de la Culture, Anouar Abu Aisheh, et des prisonniers comme Issa Qaraké, mais aussi par les représentants du consulat de France à Jérusalem, soulignant la part considérable (30 %) de la coopération franco-palestinienne due à l'AJPF. Hommage relayé par le président Abbas lui-même qui a reçu la délégation à la Mouqata'a. Mais l'un des moments forts fut la décision annoncée par le maire de Ramallah de donner le nom de Fernand Tuil à une rue de sa ville, qui est, pour l'instant, capitale administrative de la Palestine. ■

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

TURQUIE

Erdogan matraque

Des dizaines de personnes ont été blessées à Istanbul, un an après la révolte de Taksim.

« Vous ne pourrez pas occuper Taksim comme vous l'avez fait l'an dernier parce que vous devez respecter la loi », avertissait, samedi, Recep Tayyip Erdogan lors d'une cérémonie à Istanbul diffusée en direct à la télévision. Le premier ministre turc ajoutait sur un ton menaçant que les forces de police « feront ce qui est nécessaire de A à Z ». Aussitôt dit, aussitôt fait. Plusieurs milliers de policiers – 25 000 selon les médias turcs –, presque aussi nombreux que les jeunes manifestants venus célébrer la révolte de juin 2013 à Istanbul, ont été mobilisés rien que dans cette ville. Samedi, les accès menant à la place Taksim et au parc Gezi situé à proximité, ainsi que la station de métro, ont été fermés. Le gros des manifestants venu pour déposer des gerbes de fleurs à la mémoire des six jeunes tués lors des rassemblements de juin 2013 a été contenu sur l'avenue piétonnière Istiklal, qui débouche sur la place Taksim. Et ce avant que les forces de police ne chargent les protestataires qui scandaient « AKP, assassin, démission ». Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées et au moins 65 personnes arrêtées en début de soirée, selon l'association des avocats d'Istanbul. À Ankara et Adana (Sud), la police a violemment dispersé les protestataires.

Le 31 mai 2013, la police avait brutalement délogé du parc Gezi les militants écologistes qui s'opposaient à sa destruction, une répression qui avait soulevé une révolte politique sans précédent contre le pouvoir islamo-conservateur du Parti de la justice et du développement (AKP). ■

H. Z.

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire

Au sommaire

- ➔ **Notre dossier** : face à la remise en cause du droit aux vacances, quelles réponses du tourisme social ? Confrontés à la fracture touristique, associations et comités d'entreprise mettent en avant une charte pour réinventer le contenu des séjours.
- ➔ **Les tribunes** de Jean-Claude Tufferi (chèques vacances) et Michelle Demessine, sénatrice.
- ➔ **Entretien** avec Céline Simon, secrétaire CGT-CCE SNCF...

DEMAIN DANS L'HUMANITÉ

PREMIÈRE HISTORIQUE POUR LA PALESTINE

La Palestine s'est qualifiée pour la première fois de son histoire à la Coupe d'Asie des nations, après sa victoire sur les Philippines (1-0) en finale de la AFC Challenge Cup aux Maldives. Elle se retrouvera dans le groupe du Japon, de la Jordanie et de l'Irak.

57 %

C'est la nouvelle cote de sympathie des Bleus dans un sondage Ifop paru dans Sud-Ouest dimanche. 20 % seulement des Français déclaraient éprouver de la sympathie pour l'équipe de France de football après son élimination de l'Euro 2012.

Soyons sports



LA LIGUE DE FOOTBALL AMÉRICAIN (NFL) RÉPARTIT ÉQUITABLEMENT ENTRE CHAQUE ÉQUIPE 75 % DU BÉNÉFICE GLOBAL, ATTEIGNANT 7,3 MILLIARDS D'EUROS PAR AN. UN RECORD ABSOLU QUI PERMET À SES 32 FRANCHISES (CLUBS) DE FAIRE TOUTES PARTIE DES 50 PLUS RICHES AU MONDE, TOUTES DISCIPLINES CONFONDUES. PHOTO BRENT SMITH/REUTERS

ÉTATS-UNIS

Quand le sport met le collectivisme au service du profit

En Europe, le professionnalisme est sans cesse dérégulé, malgré les tentatives de fair-play financier en football. Les ligues nord-américaines, elles, appliquent des mesures de redistribution des revenus... cachant mal des fins ultracapitalistes. Décryptage.

New York (États-Unis), correspondance.

« **A**ux États-Unis, le modèle économique sportif est tout sauf libéral. C'est un ensemble de mesures collectivistes, on pourrait même dire que ce sont des moyens communistes ! Tandis qu'en Europe, ils sont de plus en plus libéraux », résume Jean-François Bourg, chercheur au Centre de droit et d'économie du sport à Limoges. Un paradoxe qui peut surprendre au pays du libéralisme triomphant mais qui existe bel et bien afin de prévenir les inégalités. Ou comment les ligues de sport collectif outre-Atlantique ont mis en place un système de redistribution des richesses pour éviter des écarts – financiers ou sportifs – trop conséquents entre le haut et le bas du tableau pour préserver la glorieuse incertitude du sport mais, surtout, pour générer des profits

considérables... Parmi tous les mécanismes de régulation, le plus extrême reste le partage des revenus. En NFL, la ligue du football américain roi, 75 % du profit global est ainsi redistribué équitablement entre chaque équipe ! Dominé par les droits télévisuels et les produits dérivés, il grimpe à hauteur de 10 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros) par an. Un record absolu qui permet à ses 32 franchises (clubs) de faire toutes partie des 50 plus riches au monde, tous sports confondus... Et ce n'est qu'un exemple.

Des sponsors dominants

Une équipe termine le championnat en bas de tableau ? Elle a la priorité pour recruter de nouveaux joueurs la saison suivante, lors de la Draft (bourse aux joueurs). La masse salariale de certains clubs dépasse le plafond autorisé ? Ils doivent verser des pénalités à ceux qui le respectent. Un joueur est transféré ? L'échange doit se faire sur un pied d'égalité entre les deux clubs, validé par la ligue concernée. En 2011, la NBA a ainsi

opposé un veto au départ du basketteur Chris Paul, la star des Hornets de La Nouvelle-Orléans, vers les Los Angeles Lakers, considérant la contrepartie insuffisante. Même dans le baseball, qui n'observe pas ces règles contrairement au basket, au football américain et au hockey, un fonds collectif est redistribué aux équipes les plus défavorisées financièrement. À côté de ces mesures, le fair-play financier, mis en place par l'UEFA dans le

football (un club ne doit pas dépenser plus d'argent qu'il n'en génère - NDLR), est loin de soutenir la comparaison. Et cette tendance à la dérégulation dans un marché européen non harmonieux n'a fait qu'accentuer les écarts ces dernières années. Ainsi, les clubs français, sanctionnés par la Direction nationale du contrôle de gestion (DNCG) d'interdiction de recrutement ou de rétrogradation, se retrouvent face à des concurrents

SOLDE DE TOUT COMPTE DANS L'AFFAIRE STERLING EN NBA

Un mois après avoir éclaté (lire notre édition du 2 mai), l'affaire Sterling, qui empoisonnait la NBA, vient d'être soldée. La ligue nord-américaine de basket et la famille Sterling sont parvenues le 30 mai à

un accord pour la vente des Los Angeles Clippers à Steve Ballmer, l'ancien patron de Microsoft, pour 2 milliards de dollars. Un nouveau record, qui s'il est validé, évitera aux autres propriétaires de voter

pour évincer leur compère, Donald Sterling (quatre-vingts ans), qui avait tenu des propos racistes et a été jugé mentalement irresponsable. En 1981, il avait acheté le club 12 millions de dollars...

Soyons sports

*** Quand le sport met le collectivisme au service du profit

européens souvent très endettés et qui perçoivent des droits télévisés plus importants dans leurs pays respectifs. « En Europe, les conséquences (de la dérégulation) font aussi qu'il y a très peu de suspense, pointe Jean-François Bourg, avec deux ou trois prétendants au titre seulement, soit les plus gros budgets. » Mais si l'Oncle Sam favorise un système plus égalitaire, ce n'est pas uniquement pour la beauté du sport. Avant tout, c'est la maximisation des profits qui compte. En encourageant l'incertitude, on développe l'intérêt du public qui vient au stade, l'audience télévisuelle et les sponsors. Lorsque tout le monde croit pouvoir gagner, plus de gens paient. Ou quand des moyens collectivistes servent un but très capitaliste.

Organisation « à but non lucratif »...

Un mutualisme appliqué à des degrés divers selon les ligues. Jeffrey Kessler, avocat ayant représenté les joueurs lors des négociations collectives de 2011 en NFL et en NBA, explique que la ligue de basket a refusé catégoriquement le partage des revenus entre équipes comme au foot américain. « C'était impossible de mettre cela sur la table, se souvient-il, ils préféraient aller chercher l'argent dans la poche des athlètes. » Une régulation uniforme est d'ailleurs impossible, comme l'explique Daniel Kaplan, du *SportsBusiness Journal*, en raison des différents formats des sports. « En hockey et au basket, chaque équipe joue 82 matchs par saison, contre 16 en foot américain. La négociation des droits télévisés diffère donc complètement. » De même, l'Europe, avec son système de montée et de descente, pourrait difficilement s'inspirer de la régulation des clubs nord-américains évoluant en ligues fermées. Pour Dave Zirin, auteur et journaliste pour *Edge of Sports* et *The Nation*, le système à l'américaine est loin d'être la panacée. « Les propriétaires de clubs (qui sont aux commandes de chaque ligue - NDLR) peuvent prendre les joueurs et supporters en otages en bloquant les matchs s'ils n'obtiennent pas l'accord qui les arrange ! » s'insurge-t-il, avant de citer d'autres excès. L'un d'eux est le chantage aux municipalités pour la

construction des stades, sous menace de délocalisation des clubs. Un chercheur indépendant américain, Robert Baade, a pourtant démontré que les conséquences économiques locales sont non existantes. Malgré cette étude de 1994 - poursuivie par plusieurs travaux récents -, au moins 70 % des coûts de construction et de maintenance des arènes sportives sont financés par de l'argent public via cette menace. Au pays de la lutte contre le « Big Government », l'ironie est savoureuse.

Le contribuable américain, lui, apprécie peu, surtout quand il découvre que les ligues bénéficient d'un lobbying jusqu'au niveau fédéral. Avec son statut d'organisation « à but non lucratif », qui lui permet de ne pas payer d'impôts, la NFL en est l'exemple le plus frappant. Lynda Woolard, supportrice des Saints (La Nouvelle-Orléans), souligne le courroux des fans : « Seuls 13 % des Américains savent que la NFL bénéficie de ce statut (selon un sondage réalisé par la Fairleigh Dickinson University - NDLR), mais ils sont quasiment tous contre dès qu'ils l'apprennent ! » précise celle qui a lancé, en 2012, la pétition pour abolir cet arrêté datant des années 1960 et ayant recueilli plus de 300 000 signatures.

Ryan Rudominer, copropriétaire des Green Bay Packers, seul club détenteur par ses supporters, a poursuivi cette démarche en faisant du contre-lobbying auprès du Congrès américain. « Le salaire du président de la NFL (presque 30 millions de dollars, soit 22 millions d'euros annuels) est plus gros que leurs dépenses caritatives, c'est un abus total ! » s'exclame-t-il, en enchaînant : « Le collectivisme, c'est entre eux, pas vers le public. » Mais à force de vouloir abuser du système, celui-ci pourrait se retourner contre les propriétaires : plusieurs sénateurs et députés américains veulent ainsi faire voter le Fans Act, contre les mesures de chantage et de blocage des ligues, et le PRO Sports Act, contre leurs exemptions fiscales. Et pour une fois, à Washington, les deux bords politiques se rejoignent, de l'influent démocrate Richard Blumenthal, aux figures de proue républicaines, John McCain et Paul Ryan, notamment. Un paradoxe de plus. ■

ANTOINETTE BANCHAREL

FOOTBALL

Mondial 2022 : le Qatar accusé de corruption une nouvelle fois

Selon le *Sunday Times*, un ancien haut responsable qatari aurait acheté des votes pour obtenir la Coupe du monde.

Le Qatar a voulu la Coupe du monde 2022, il est en train de la boire jusqu'à la lie. À huit ans du coup d'envoi et à quelques semaines de l'ouverture du Mondial au Brésil, l'attribution de la compétition la plus populaire à ce riche émirat gazier du Golfe, qui a encore nié, hier, toute corruption, n'en finit plus de faire les gros titres. Le *Sunday Times* a révélé hier qu'un ancien haut responsable qatari aurait acheté des votes pour obtenir la désignation de son pays, le 2 décembre 2010, à Zurich, par le comité exécutif de la Fifa. Le journal britannique précise être en possession de milliers de courriels et d'autres documents attestant de présumés versements en liquide effectués par le Qatarien Mohamed Bin Hammam, alors membre du comité exécutif de la Fifa et radié à vie en 2012 pour corruption. Et ce n'est pas tout. L'hebdomadaire souligne que l'ex-président de la Confédération asiatique aurait également versé 200 000 dollars sur des comptes de trente présidents de fédérations africaines de football, tout en organisant des soirées caritatives en Afrique dans lesquelles des valises auraient circulé.

Il y a deux mois, le *Daily Telegraph* avait déjà révélé le transfert de 1,43 million d'euros par une entreprise détenue par Bin Hammam vers des comptes de membres de la famille de Jack Warner, ex-vice président

de la Fifa démissionnaire en juin 2011. Cette fois, le *Sunday Times* indique que l'homme d'affaires qatari aurait aussi déposé 1,6 million de dollars sur des comptes appartenant à Warner, dont 450 000 dollars juste avant le vote, fin 2010.

Un scandale aux multiples rebondissements

Des révélations qui interviennent à huit jours du Congrès de la Fifa à São Paulo (9 au 12 juin), où Joseph Blatter devrait confirmer sa candidature à la présidence pour un cinquième mandat. En pré-campagne électorale, le dirigeant suisse (soixante-dix-huit ans) a commencé à lâcher le Qatar en reconnaissant, le 16 mai, que confier le Mondial 2022 en plein été à un pays où il fait 50 °C était une « erreur », tout en jouant l'attaque en évoquant des pressions de la France et de l'Allemagne pour favoriser ce pays. Un scandale qui n'a pas fini de rebondir. En Angleterre, candidate malheureuse à l'organisation du Mondial 2018, John Whittingdale, président de la commission parlementaire chargée des sports, a réclamé l'organisation d'un nouveau vote. Le Nord-Irlandais Jim Boyce, l'un des huit vice-présidents de la Fifa, a indiqué qu'il serait favorable à une nouvelle désignation si les accusations se confirmaient. ■

NICOLAS GUILLERMIN

Rugby Toulon fête Jonny Wilkinson et son doublé historique Top 14-coupe d'Europe

Au lendemain de leur victoire étonnante (10-18) face aux tenants du titre, Castres, les joueurs du RC Toulon étaient attendus avec ferveur par la Rade, hier en fin de journée, pour célébrer le retour du bouclier de Brennus, vingt-deux ans après sa dernière visite, ainsi que le premier doublé championnat-coupe d'Europe d'un club français (Toulouse l'a réalisé en 1996, mais avec une coupe d'Europe sans clubs anglais et finale en janvier). Les Rouges et Noirs méditerranéens étaient emmenés une dernière fois par leur capitaine, Johnny Wilkinson (auteur de 12 des 18 points, samedi), empreint d'un sentiment ambivalent : « Il y a beaucoup de choses qui me poussent à sauter un peu de joie, mais quelque chose qui me retient aussi. Je me suis rendu compte très vite après le match que les autres vont revenir jouer, recommencer une nouvelle aventure. Pas moi. C'est l'inconnu pour moi. » « Wilko » a au moins une chose à faire, cette semaine. François Hollande l'a invité au dîner offert à la reine d'Angleterre, pour la commémoration du 6 juin 1944. ■

STÉPHANE GUÉRARD

Roland-Garros Roger Federer mord la poussière face à Ernest Gulbis

Un tremblement de terre. Pour la première fois depuis 2004, Roger Federer ne disputera pas les quarts de finale de Roland-Garros. L'ex-número un mondial s'est incliné hier en huitièmes de finale devant Ernest Gulbis en cinq sets (6-7, 7-6, 6-2, 4-6, 6-3). Le Suisse, tête de série numéro 4, restait sur neuf qualifications consécutives pour les quarts de finale porte d'Auteuil. Un tournoi qu'il avait remporté en 2009 et où il a été finaliste en 2006, 2007, 2008 et 2011. Face à la puissance du jeune Letton (vingt-cinq ans), Federer, bientôt trente-trois ans, n'a rien pu faire. Vainqueur la semaine dernière à Nice, le numéro 18 mondial est, semble-t-il, à un tournant de sa carrière. Après avoir longtemps été nonchalant sur les courts, le Balte a décidé de se consacrer à fond au tennis depuis deux ans et les résultats commencent à suivre. C'est la deuxième fois de sa carrière seulement qu'il atteint ce stade de la compétition dans un tournoi du grand chelem. En quart, il affrontera le Tchèque Tomas Berdych (n° 6). Pas forcément une partie de plaisir. ■

N. G.

COURSES HIPPIQUES AVEC P. ROSSO

NOTRE CHOIX POUR LE QUINTÉ

Lundi à Auteuil • Steeple R1 • 2^e course à 13h50
15 part. (NP: 2) • Handicap 4.300 m. Piste intérieure

BASES

5. UNZING
11. JEMY BAIE
4. PEARSE
3. TIGER DE LA ROQUE

CHANCES

7. COLORADO SEVEN
9. NARCO DANCER
10. MESSIRE FONTENAIL
1. QUATCAR

LE BON FAVORI : UNZING
L'OUTSIDER REPÉRÉ : JEMY BAIE

Mardi à Longchamp • Plat R1 • 3^e course à 13h50
16 partants • Handicap 1.600 m. Corde à droite

BASES

6. NALOUZIA
4. ALICENORA
3. ALDABRA
9. THE PEOPLES CHOICE

CHANCES

14. INITIAL
8. SUN DROP
7. BUSHIDO
2. REDING

LE BON FAVORI : ALICENORA
L'OUTSIDER REPÉRÉ : THE PEOPLES CHOICE

Culture & Savoirs



VUE GÉNÉRALE DE LA CITÉ ÉTRANGE RÉALISÉE PAR EMIILIA KABAKOV AU GRAND PALAIS DE PARIS. PHOTO REUTERS/CHARLES PLATIAU

EXPOSITION

Les Kabakov sont-ils compatibles avec Monumenta ?

Le couple d'artistes russes est invité à relever le défi d'une installation sous la célèbre grande nef. Mais leur fameuse « Cité étrange », œuvre miroir de leur vie, entre-t-elle dans les critères de cette célébration de l'art spectacle ?

Ilya et Emilia Kabakov, 80 et 68 ans, sont considérés comme les plus grands artistes russes de leur temps. Leur couple, légendaire, force respect et admiration. Les critiques du monde entier, emmenés par la grande galeriste Dina Vierny, qui le découvrit à Moscou, ont d'abord vanté les œuvres d'Ilya, réalisées au temps où, prenant tous les risques, il luttait, de l'intérieur, contre l'art officiel soviétique et son dogme du réalisme socialiste. Ils l'ont ensuite suivi dans son exil occidental et se sont enthousiasmés pour

les installations désormais réalisées avec sa compagne pianiste depuis leur atelier de Long Island, à New York. Leurs œuvres sont aussi les plus onéreuses. L'an dernier, le propriétaire du Garage Center for Contemporary Art à Moscou, propriétaire, entre autres, du club de football anglais de Chelsea, a déboursé quelque 60 millions de dollars pour en acquérir une quarantaine. Il apparaissait donc logique que la France leur offre l'écrin de son Grand Palais pour qu'ils y déploient, avec les deux commissaires Jean-Hubert Martin et Olga Sviblova, leur œuvre magistrale, la plus grande qu'ils

aient jamais produite, dans le cadre de la 6^e édition de « Monumenta ». Flatté de se voir offrir pareil défi, le duo a conçu, maquette, peaufiné quatre ans durant le rêve d'une cité utopique qu'il portait depuis des décennies.

Une sorte de casbah doublée d'une enceinte circulaire crépie de blanc.

D'où vient que la réalisation de ce projet si ambitieux, destiné à être construit in situ, ne prenne pas toute sa force sous cette verrière géante, pour laquelle il a été spécialement conçu, au point que certains

critiques déconcertés, des publics déstabilisés le jugent sévèrement, allant parfois jusqu'à le trouver inapproprié au lieu ?

Sur les 13 500 m² du Grand Palais, sous sa nef de 35 mètres de haut, laissant derrière nous une sublime coupole, inclinée à la façon des pyramides d'Égypte, et aux couleurs changeant au rythme de la musique, on tombe sur une sorte de casbah doublée d'une enceinte circulaire crépie de blanc. Elle est composée d'un musée dont les œuvres, disparues, ont été remplacées par des halos de lumière, d'une cité tibétaine à deux niveaux, le terrestre et le céleste, ●●●

Culture & Savoirs

Les Kabakov sont-ils compatibles avec Monumenta ? d'un centre de l'énergie cosmique, d'un laboratoire de communication avec la noosphère, d'une pièce où sont présentés les moyens d'entrer en contact avec un ange, de deux chapelles, l'une blanche, montrant des fragments d'images, l'autre noire, recouverte des tableaux de Kabakov peints à la manière baroque et accrochés à contresens.

Une cité du futur en forme de la-byrinthe claustrophobique, aux hautes murailles, dont le paradoxe vient de ce qu'elle est tournée vers le passé. Alors que le regard est sans cesse désorienté, on est baladé entre Giotto et Tarkovski. Mais voilà, on a beau rester longtemps, s'en imprégner, parcourir les coursives dans tous les sens, les émotions, les expériences sensorielles promises par les Kabakov ne surviennent guère. On sort de leur « étrange cité » déconcerté.

Dérangés par ce sentiment de déception qui contraste avec l'enthousiasme qu'avait provoqué en nous les grandes œuvres d'Ilya réalisées de 1965 à 1986, comme *la Douche*, *la Cuisine communautaire*, *la Mouche avec des ailes* et, surtout, *L'homme qui s'est envolé dans l'espace*, on se hasarde à avancer les causes de ce manque d'adhésion. Où sont passées la dérision et la poésie féroce que dégagent les installations d'Ilya ? Faudrait-il être en proie à l'horreur de sa condition pour concevoir des œuvres subversives ?

Le public, moins nombreux que les autres années, est sceptique : il faut dire qu'en France, on n'a pas eu l'occasion d'apprivoiser cet art total, qui mélange architectures, sculptures, objets, dessins, installations, toutes les époques et tous les genres de la peinture, de Masaccio au baroque et au suprématisme, de l'icône à la fresque, puis au tableau. Sans compter que les matériaux utilisés - du bois dont on fait les isbas et du crépi - sont pauvres, austères, anti-bling-bling. On n'a pas davantage l'habitude, ici, de voir des œuvres embrassant tous les champs, de l'art à la science, du spirituel à la philosophie. Or, les Kabakov sont des penseurs, des intellectuels. Ils aiment beau dire, avant l'ouverture, que « pour le public de Monumenta, il faut avant tout du visuel », ils considèrent leur « cité de l'étrange », comme une « rétrospective de leurs idées ». Ils y développent une pensée philosophique, métaphysique. Ils disent, d'ailleurs, vouloir insister davantage sur l'expérience que sur la forme.

La difficulté éprouvée par le public pour accéder à leur œuvre est peut-être renforcée, aussi, par la méconnaissance de la forte culture dont se

revendiquent les Kabakov, restés très, très russes, mais fortement imprégnés, aussi, d'un underground soviétique qui avait sa noirceur, sa dérision. Ils nous déroulent des narrations qui ont à voir avec la Bible, la conquête spatiale, qui pourraient donc résonner universellement. Pourtant, ce storytelling n'est pas évident pour qui ne s'est pas frotté au contexte culturel de la société si complexe où il a pris racine.

Lors de la conférence de presse, le duo a affirmé « vouloir échapper à la catastrophe de la civilisation Facebook », demandé « du respect pour l'art », qui réclame contemplation, réflexion, durée. Le couple a exprimé le souhait que les gens arrêtent de se prendre en photo devant les œuvres, mais les regardent pour elles-mêmes. « La culture n'est pas du divertissement », affirment-ils, eux qui, en migrant, ont, certes, été récupérés par le marché de l'art, mais n'ont jamais cédé aux sortilèges des mondanités art.

Les Kabakov vont plus loin encore en disant vouloir « écarter les gens de leur quotidien, du monde des loisirs pour les forcer à penser ». « Nous aimerions les inciter à avoir un rapport plus sérieux à l'art. Nous voudrions créer l'espace sacré de l'art », renchérissent-ils. L'ex-

position est d'ailleurs parsemée d'injonctions et de conseils de vie qui nous sont prodigués afin que nous changions nos comportements...

On s'attendait d'ailleurs à ce que les Kabakov, malmenés par les dérives d'un socialisme totalitaire qui les a broyés, se mesurent, après que les modèles se furent écroulés, à l'idée d'utopie, même si, affirmant ne plus y croire, ils disent vouloir « réfléchir à ses échecs pour envisager d'autres possibilités de vivre ensemble ». Y sont-ils parvenus ? Ont-ils captivé le public au point de l'entraîner dans leur storytelling ?

La fréquentation de l'Occident n'a pas globalisé les Kabakov. Ils restent à contre-courant de ce qui nous forme, y compris en art. Ils pensent que l'Homme ne peut vivre indéfiniment en fonction de ses seules satisfactions matérielles. Et tant mieux ! Dans ces conditions, fallait-il leur proposer de faire « Monumenta », le sommet de l'art du spectacle ? Les Kabakov et la mélancolique œuvre miroir de leur vie tourmentée étaient-ils compatibles avec l'art attraction qu'est « Monumenta » ? Là est peut-être la vraie question... ■

MAGALI JAUFFRET

Jusqu'au 22 juin. Grand Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8^e. Entrée 6 euros, jusqu'à 19 heures sauf les jeudis, vendredis, samedis, jusqu'à minuit.

THÉÂTRE

Une faille, saison 2: rouge comme l'espoir

Les derniers épisodes mis en scène par Pauline Bureau mettent un point d'orgue à l'entreprise d'addiction théâtrale imaginée par Mathieu Bauer.

À l'arrivée, comme dans les séries télé, il y aura eu, en deux saisons, des fulgurances et des passages à vide, mais, au-delà de quelques maladroites, il reste une certaine idée de l'engagement qu'on a encore envie de défendre. En ces lendemains d'élections qui déchantent face à une vague brune envahissant l'Europe, *Une faille* redonne de la couleur au rouge. Et réchauffe nos cœurs refroidis. Pourtant un peu pâle au démarrage, ce dernier opus prend peu à peu du corps, de la robe et laisse en bouche le bouquet rouge sombre d'une mémoire de gauche peu à peu oubliée. Si le personnage d'Hugo (Matthias Girbig), chef de cabinet démolé par l'expérience du politique, perd un peu de son brio dans un combat secondaire avec la machine judiciaire, c'est Nabil, leur renouant avec un passé de luttes (l'excellent Joris Avodo), et Nathalie, médecin produit de l'ascenseur social retrouvant la mémoire (la subtile Christine Gagnieux), qui emportent le spectacle vers son sommet à la fois politique

et dramatique. Or, c'est en ne la montrant pas que la violence prend toute sa force sur le plateau, où, comme à l'âge d'or de la tragédie, elle n'existe sur scène que par la puissance du récit. Celui d'une mère africaine expulsée (Sonia Floire, bouleversante) ou celui d'un père algérien marqué à vie par « les nénuphars rouges dans la Seine » et les morts de Charonne. Nabil construit alors une *Énéide* moderne où flottent des corps mutilés par l'histoire. On a alors follement envie de suivre ces personnages en mal d'un ailleurs plus coloré que ces terres de sang. Une jolie façon de refermer cette *Faille* ouverte il y a deux ans : pour peu qu'on les regarde en face, les fractures peuvent se réduire. Et on sort de ce (noble) théâtre populaire en se disant que l'avenir n'est pas rose, mais que, décidément, le rouge vaut mieux que le brun... ■

CÉLINE MALEWANCZYK

À voir jusqu'au 7 juin au Nouveau Théâtre de Montreuil. Tél. : 01 48 70 48 90.

SAINT
FESTIVAL
DENIS

Ouverture le 3 juin
Écran géant

mardi 3 juin • 20h30 • Basilique de Saint-Denis

Sur les pas de Hildegard...

Hildegard von Bingen Cantiques
Ibrahim Maalouf Recomposition - Création

Co-commande Radio France - Festival de Saint-Denis

Les Musiciens de Saint-Julien • Ensemble de cuivres et percussions
Ibrahim Maalouf, trompette
Maîtrise de Radio France • Sofi Jeannin, direction

En direct sur

THÉÂTRE

Des femmes en prison qui ne savent plus qui elles sont

L'ivoirien Koffi Kwahulé a écrit *Misterioso-119*, une pièce présentée au Théâtre de la Tempête, qui explore sans peur l'univers carcéral dans toute sa cruauté.

Laurance Renn Penel met en scène *Misterioso-119*, de l'ivoirien Koffi Kwahulé, au Théâtre de la Tempête (1). Le décor donne l'idée d'une prison avec barreaux, échelles et promenade aménagée pour les détenues. Tout est à découvert. La cellule est ici le lieu du harcèlement visuel, sans aucun espace à soi. Elles sont six comédiennes (Ana Blitnerova, Maimouna Coulibaly, Gabrielle Jeru, Douce Mirabaud, Natacha Mircovich et Karelle Prugnaud). Cinq sont des prisonnières, une joue la gardienne. Chacune des cinq condamnées livre des pans de sa propre histoire. Il est à chaque fois question de meurtre, d'infanticide... Ces monologues sont vifs, sans pitié. En dehors de ces confessions d'une franchise crue, proférées face au public comme au parloir, la parole obéit à un mouvement circulaire : en prison, on tourne en rond. Les mots à découvert disent aussi bien le manque que le besoin de sexe ou de tendresse. C'est écrit par un homme. Koffi Kwahulé confère à l'ensemble un rythme proche d'une sorte d'opéra-théâtre parcouru de basse sax (Frédéric Gastard). Le jazz est essentiel dans la création de l'écrivain ivoirien, qui nous confiait en mai 2008 : « En Afrique, je n'écouterai pas de jazz. C'est ici que j'ai commencé. Peut-être parce que le jazz est lié à la conscience diasporique de l'écartèlement. Cette musique repose sur une perte et la résistance à cette perte ensuite. Je suis en France depuis vingt-neuf ans. À un moment, tu te rends compte que tu n'es plus tout à fait l'Africain que tu étais et en même temps que tu n'es pas devenu européen. Le jazz naît de cet écartèlement, non pour le remplir

mais pour le célébrer. Les premiers orchestres de jazz accompagnaient les gens au cimetière. Le jazz est thérapeutique pour moi. »

Au milieu de ces jeunes femmes dangereuses, excitées, agressives, débarque une intervenante artistique au sourire candide. Proie facile. Deux autres intervenantes l'ont précédée dans la cage aux fauves. On ne les a jamais revues. Cette jeune femme, qui ne se mêle pas, devient l'amie d'une des prisonnières isolée du reste du groupe par son étrangeté. La détenue va se livrer sur elle à un acte de dévoration d'abord symbolique avant de lui arracher un bout d'oreille parce qu'« on tue ce que l'on aime »... Ce meurtre a été encouragé par le groupe. La transgression est donc continue mais on ne sait plus, au bout du compte, ce qui est le plus violent, les meurtres commis par ces jeunes femmes ou le régime carcéral qui, à force, les rend à l'animalité. Si l'auteur nomme rarement ses personnages, n'est-ce pas pour mieux signifier leur perte d'identité ? « J'entendais mon nom prononcé comme s'il était devenu un autre, dit l'une d'elles. Peut-être parce qu'il était amputé de son prénom (...). » La force de la pièce tient à ces différents registres d'énonciation surgie de corps coincés dans des espaces clos. Comme le dit encore Koffi Kwahulé : « L'immobilité n'est-elle pas la première violence faite au corps ? »

MURIEL STEINMETZ

(1) Jusqu'au 8 juin, au Théâtre de la Tempête. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 h 30. Salle Capi. Durée 1 h 35. Téléphone : 01 43 28 36 36.



MISTERIOSO 119, DE KOFFI KWAHULÉ, MISE EN SCÈNE DE LAURENCE RENN PENEL. PHOTO PATRICK BERGER / ARTCOMART

LA CHRONIQUE
THÉÂTRE
DE JEAN-PIERRE
LÉONARDINI



Heurs et malheurs du cerveau (bis)

Peter Brook et Marie-Hélène Étienne ont mis au point de concert *The Valley of Astonishment* (la vallée de l'étonnement), « recherche théâtrale » interprétée en anglais surtitré en français (1). Le spectacle se situe dans la lignée de *L'homme qui prenait sa femme pour un chapeau*, créée en 1992, remise sur le métier cinq ans après. Il s'agit encore de certaines étrangetés du cerveau, organe essentiel que Bergson qualifiait de « réceptif de souvenirs ». Le cas envisagé est celui de Ian Waterman, doué, et affligé, d'une mémoire proprement phénoménale, qui lui permet par exemple de réciter à la volée une série de nombres ou de vocables qu'on vient à peine de lui citer. Soumis par des spécialistes à une batterie de tests, il s'en sort avec les honneurs, jusqu'à ce qu'on l'engage dans un music-hall où son système de remémoration fait merveille. C'est qu'il a un « truc », à partir

d'un outillage mnémotechnique extrêmement complexe, qui fait la stupeur des médecins qui l'examinent...

Le spectacle témoigne à l'envi de la simplicité cardinale à quoi s'astreint Brook désormais, en maître qui n'a décidément plus rien à prouver et s'efforce de retrouver l'enfance de l'art, après tant de mises en

Tout comme Matisse se mit à découper, au moyen de ciseaux, des figures « premières ».

scène canoniques. La fresque monumentale du Mahābhārata, inaugurée en 1985 dans la carrière de Boulbon au Festival d'Avignon, n'en demeure-t-elle pas l'étalon d'envergure ? Ici, il y a trois acteurs (l'étonnante Kathryn Hunter, si vive et menue dans le rôle de l'homme à la mémoire monstre ; Marcello Magni, tantôt en blouse blanche, tantôt en magicien polyglotte expert en tours de cartes, et Jared McNeill, l'autre médecin devenu sur la fin détenteur de la morale humaniste de la fable) qui partagent l'aire de jeu, dans le plus simple appareil scénique, avec deux musiciens, Raphaël Chambouvet (piano) et Toshi Tsuchitori, familier de l'univers de Brook dans maintes aventures, qui offre par à-coups des sonorités venues de loin dans le temps et l'espace. La recherche du non-effet, de la part de celui sachant que qui peut le plus, peut le moins, n'est pas le moindre charme de ce spectacle qui semble dessiné du bout des doigts, tout comme sur le tard Matisse se mit à découper, au moyen de ciseaux, des figures « premières » dans du papier de couleur. ■

(1) C'était au Théâtre des Bouffes du Nord jusqu'au 31 mai. Tournée : Londres, Brême, New York, Genève, Madrid, Arras, Luxembourg.

Culture & Savoirs



SUR LE THÈME « ÉCRIRE L'HISTOIRE AUJOURD'HUI », CHAQUE DÉBAT A RÉUNI EN MOYENNE 150 PERSONNES SOUS LE CHÂTEAU ÉTOILÉ DE CHASSELAS. PHOTOS ROLLAND QUADRINI/KR IMAGES PRESSE



Chasselas (Saône-et-Loire),
envoyé spécial.

Le vent se lève. Dans les vignes et dans les urnes, ces jours-ci, les sulfateuses sont de sortie. Attention danger, restez cloîtrés, il y a du poison dans l'air. À l'entrée de Chasselas (Saône-et-Loire), charmant village de 169 habitants, entre Beaujolais et Mâconnais, juste devant le petit obélisque sur lequel s'étalent les neuf noms des enfants du cru « morts pour la patrie » entre 1914 et 1918, un chapiteau de cirque a été planté de jeudi à dimanche. C'était la Manufacture d'idées, la troisième édition (1), une incongruité, une réussite et un défi, en quelque sorte. Pendant quatre jours, des centaines de curieux, venus d'ici ou d'ailleurs, se sont pressés sur la piste aux étoiles pour écouter, voir des historiens comme Nicolas Offenstadt, Raphaële Branche, Laurent Douzou, Leyla Dakhlil et Patrick Boucheron, le romancier Jean Echenoz, le magistrat Serge Portelli, les philosophes Catherine Larrère et Étienne Balibar, le comédien Jacques Bonnaffé, le rockeur écrivain Théo Hakola, des essayistes comme Ramiro Noriega, ancien ministre de la Culture de l'Équateur, ou Rony Brauman, ex-président de Médecins sans frontières.

Des quêtes du big bang au Chili aux disparus de la dictature Pinochet

Films, livres, savoirs, allers-retours : toute la manifestation, intitulée cette année « Écrire l'histoire aujourd'hui », tourne à la « constellation » - le mot sera prononcé à plusieurs reprises sous le chapiteau étoilé - car d'une intervention à l'autre, entre passé et présent, entre culture et politique, il y a toujours un trait qui finit par avoir l'épaisseur d'une trame. Un peu à l'image de ce que l'on voit dans *Nostalgie de la lumière*, le documentaire de Patricio Guzman, projeté jeudi soir, qui évoque les quêtes, parallèles puis intriquées, dans le désert d'Atacama, au Chili, du big bang par les astronomes et des disparus sous Pinochet par les veuves.

Lors de l'inauguration, les représentants des institutions saluent le « carnet d'adresses » d'Emmanuel Favre, le directeur artistique

de la Manufacture d'idées, qui fait venir tant de beau monde au village. Mais ça va au-delà, bien sûr, c'est de relations au sens fort - préparation de longue haleine, affinités fortes et logement chez l'habitant - dont il est question à Chasselas ces derniers jours.

Au cœur du festival, il s'agit de serrer les liens qui libèrent entre les uns et les autres, renouer les solidarités entre des champs souvent séparés, et, au fond, « tisser l'amitié », selon l'expression de Jean-Pierre Vernant reprise par Laurent Douzou lors d'une belle séance sur le résistant, historien et anthropologue de la Grèce antique. Ce sont Nicolas Offenstadt et Serge Portelli qui échangent sur leurs métiers si loin si proches et sur la nature des vérités judiciaires ou historiques. Chacun donne son meilleur dans le partage. Même Jean Echenoz, guère friand de l'exercice, finit par accepter sans maugrader de lire quelques pages de l'un de ses romans devant une salle pleine comme un œuf.

C'est Ramiro Noriega, déjà venu l'année dernière raconter la bataille contre les banques pour effacer la dette de l'Équateur, qui revient se livrer comme « simple lecteur » à un exercice d'admiration autour du romancier chilien Roberto Bolaño. Ce sont encore Catherine Larrère et Étienne Balibar qui interrogent ensemble le rapport entre le multiculturalisme et l'environnement, entre le global et le local. À la librairie, après chaque débat, le même ballet de nouveaux livres dans les besaces. Et le soir, à la buvette

ou à la salle des fêtes, devant un tagine, une ratatouille ou un bœuf bourguignon, les échanges rebondissent.

« S'emparer du souvenir au moment où survient le danger »

Cette générosité de fil en aiguille invite alors à « faire feu de tout bois », comme le revendique crânement, loin des postures académiques, Patrick Boucheron au terme d'une conférence sur la fresque du mauvais et du bon gouvernement d'Ambrogio Lorenzetti, développée dans *Conjurer la peur, Sienne 1338. Essai sur la force politique des images* (Le Seuil, 2013). « Notre manière de faire de l'histoire doit être exigeante et partageable. Si elle consiste à s'emparer du souvenir au moment où survient le danger, l'histoire peut

encore servir non pas à prévoir l'avenir, mais à prévenir les coups... En parlant de la peur très ancienne des Siennois devant le régime des seigneurs dont ils ne voulaient pas, j'ai quelque espoir de parler de ce qui nous trouble aujourd'hui. Non seulement cela ne m'embête pas, mais j'avoue que c'est ce que je souhaite. » Et le médiéviste insiste : « La politique s'annonce partout sauf là où elle s'annonce comme politique. Aujourd'hui, la pensée critique est vraisemblablement où on ne l'attend pas, elle peut être sous un chapiteau... »

De la cave de Philippe Jambon, producteur de vins naturels membre de l'association organisatrice, aux tables de la Manufacture d'idées, ce sont de petites poches de résistance qui se créent et partagent allègrement le butin. L'histoire n'est pas terminée. Le pollen est toujours fécond. Le vent se lève. ■

THOMAS LEHAHIEU

(1) En partenariat avec l'Humanité.

FESTIVAL

Une poche de résistance à Chasselas

Dans ce village entre Beaujolais et Mâconnais, des centaines de personnes sont venues, quatre jours durant, écouter des chercheurs et des écrivains penser l'histoire et le présent à l'occasion de la Manufacture d'idées.

NICOLAS OFFENSTADT, HISTORIEN : « J'AI TOUJOURS DÉFENDU LES PRINCIPES D'UNE HISTOIRE EN PLEIN AIR ET PAS SIMPLEMENT ACADEMIQUE. »

PRÈS DE 2 000 ENTRÉES POUR CETTE TROISIÈME ÉDITION

Pendant quatre jours, les rencontres de la Manufacture d'idées ont fait le plein pour leur troisième édition. Le festival organisé par une association compte 150 membres autour d'Emmanuel Favre et d'Hélène Peyrard. Plusieurs dizaines de bénévoles ont participé à son organisation : logements, restauration, montage du chapiteau, etc. Projection des *Sentiers de la gloire*, de Stanley Kubrick, rencontre avec Jean Echenoz, débat autour de Jean-Pierre Vernant, Tinsoumis, avec Patrick Boucheron et Laurent Douzou, lecture de *Sur la route* par Jacques Bonnaffé avec un accompagnement musical de Théo Hakola, dialogue entre Rony Brauman et Étienne Balibar autour des questions de murs et de frontières... En moyenne, 150 personnes assistaient à chaque débat sous le chapiteau. Au total, les organisateurs ont comptabilisé près de 2 000 entrées.

NOTRE CHOIX TÉLÉ

D-DAY
France 5, 20 h 40.
Film documentaire de Richard Dale

C'est un débat qui est loin d'être tranché, le docu-fiction est-il une forme nécessaire pour convaincre les téléspectateurs ? Le film que Richard Dale a consacré au débarquement fête ses dix ans cette année. Il est plutôt à ranger parmi les réussites dans le genre. Il mélange avec intelligence les témoignages, les reconstitutions, les archives et les images de synthèse. Pour revivre et surtout comprendre le D-Day.

26^e NUIT DES MOLIÈRES
France 2, 22 h 16.

La cérémonie fait son retour après deux ans d'absence. Disparue en 2011 après le départ fracassant de 29 directeurs du théâtre privé mécontents de la sélection, elle ressuscite ce soir aux Folies-Bergère, avec, pour maître de cérémonie, Nicolas Bedos. Dix-sept prix seront décernés par un jury de quelque 1900 professionnels du théâtre, après un premier tour de vote qui a sélectionné les nominés parmi 170 pièces du théâtre public et 130 du théâtre privé.

TÉLÉVISION

H&M ou l'illusion d'une mondialisation heureuse

La journaliste Marie Maurice est partie au Bangladesh découvrir ce qui se passe dans les usines fournissant le deuxième vendeur de vêtements de la planète.

SPÉCIAL INVESTIGATION
Canal Plus, 22 h 35.

L'enseigne H&M aime à s'afficher dans les médias comme un groupe exemplaire voulant réconcilier capitalisme et morale. Deuxième vendeur de vêtements de la planète, avec un chiffre d'affaires de 1,93 milliard d'euros à l'année, la marque suédoise n'est plus la petite entreprise familiale des années 1940. Aujourd'hui, 99 % de sa production se réalise en dehors de la Suède. Rien qu'à Dacca, au Bangladesh, sur les 5 000 usines, 164 tournent pour H&M. « On voulait voir si elle était réellement régie. Toute une partie de sa communication est basée sur son modèle de responsabilité sociale. Le respecte-t-elle ou est-elle comme les autres ? » nous fait part Marie Maurice, auteure du documentaire *Le Monde selon H&M*. Il y a deux ans, elle avait déjà investi le sujet avec *Toxic fringues*, pour *Cash Investigation*. Mais depuis l'effondrement du Rana Plaza l'année dernière, réaliser une enquête au Bangladesh est devenu plus compliqué : « Le pouvoir met en garde contre les gens qui pourraient

laisser passer des messages négatifs sur l'industrie textile, secteur qui rapporte le plus au Bangladesh. » Ouvriers trimant jusqu'à 80 heures par semaine pour respecter les délais de H&M au lieu des 48 qu'elle prône, maltraitance psychologique, problème d'insécurité dans les usines... l'image des deux initiales rouge vif s'égratigne bel et bien. « On a eu le sentiment que la machine est tellement énorme que H&M ne peut pas tout contrôler. Pour eux, le monde est comme un village », souligne l'auteure. Et face à la révolte grandissante des petites mains bangladaises, le suédois entend se déporter en Éthiopie, là où le niveau des salaires est un des plus bas au monde. Tout cela en totale contradiction avec son ambition d'appliquer un salaire minimum vital dans ses usines qui serait compensé par une augmentation du prix de ses vêtements. Pour la journaliste, « ça laisse un arrière-goût de décalage comme si leur modèle éthique n'était pas forcément conciliable avec leur modèle commercial ». D'autant qu'elle ne paie aucun impôt sur les sociétés dans les pays où elle se fournit, ne faisant officiellement aucun bénéfice sur place.

AUDREY LOUSSOUARN

CARNET

Maurice Agulhon, historien français, professeur au Collège de France et spécialiste d'histoire contemporaine, est décédé à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Né à Uzès (Gard), ancien élève de l'ENS, rue d'Ulm à Paris, il a enseigné dans des lycées de Toulon et Marseille, à l'université d'Aix-en-Provence, puis à l'université Panthéon-Sorbonne. Ses premiers travaux portent sur 1848 et les mouvements ruraux républicains de 1851 en Provence. Élève d'Ernest Labrousse, il devient un des plus grands historiens de la République. Passionné de politique, président d'honneur de la Société d'études jaurésiennes, il reste un citoyen engagé à gauche, au sein du PCF entre 1946 et 1960, période dont il n'a jamais renié l'engagement militant, puis en tant que social-démocrate dans une tradition socialiste authentique. L'Humanité présente ses plus sincères condoléances à la famille.

Abonnements

ABONNEMENT COUPLÉ l'Humanité quotidienne, avec le magazine l'Humanité Dimanche, chaque jeudi.

Par prélèvement mensuel :

☐ abonnement postal 39 € ☐ abonnement au portage 42 €
Tarif spécial : chômeur, étudiant et moins de 26 ans (justificatif obligatoire)
☐ postal 27,50 €

Par chèque :

☐ un an postal 465 € ☐ 6 mois postal 235 € ☐ un an au portage 499 €

ABONNEMENT à l'Humanité quotidienne.

Par prélèvement mensuel :

☐ abonnement postal 30 € ☐ abonnement au portage 35 €
Tarif spécial : chômeur, étudiant et moins de 26 ans (justificatif obligatoire)
☐ postal 21,50 €

Par chèque :

☐ un an postal 360 € ☐ 6 mois postal 185 € ☐ un an au portage 420 €

ABONNEMENT WEEK-END l'Humanité quotidienne du vendredi/samedi/ dimanche avec le magazine l'Humanité Dimanche, chaque jeudi.

Par prélèvement mensuel un an postal :

☐ abonnement postal 17,50 €

Par chèque :

☐ un an postal 205 € ☐ 6 mois postal 115 €

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____ Adresse e-mail _____

Joindre obligatoirement un RIB ou le règlement à ce bon et retourner le tout à l'Humanité, Direction des abonnés, 5, rue Playel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX.

Mots croisés

N° 21 431 par Martial Dubois

HORIZONTALEMENT

1. Moulure saillante de certains chapiteaux. Centième de gramme. **2.** Usinage sur un tour. **3.** Femelle du sanglier. Flottes sur un liquide. **4.** Met du linge à sécher sur un fil. Ralles. **5.** Abréviation du montant total des ventes. Dieu des Vents. À elle. **6.** Shoot. Mise en doute. **7.** Reptile saurien. Ille croate. **8.** Traiter de haut. Fleuve d'Asie. **9.** Voie que prend un cerf en fuite. Tube de fer utilisé par un verrier. **10.** Crochets. Fils de Zeus.

VERTICALEMENT

1. Variété. **2.** Coups de poing. **3.** Brise-vent. Lançons vivement les pieds de derrière. **4.** Impératrice d'Orient. Ouverture donnant passage à l'eau qui actionne la roue d'un moulin. **5.** Conjonction négative. Octroyées. **6.** Puissance éternelle émanée de Dieu. Enchaîner. **7.** Atteinte d'un problème psychique. Note. **8.** Colère agressive. Bac de cuisine alimenté en eau. **9.** Vieilles. Affluent de la Vézère. **10.** Dépossédées.

SOLUTION : 1. Échine. 2. Rod. 3. Charbonnage. 4. Lait. 5. Hoges. 6. Lend. 7. Rees. 8. C.A. 9. École. 10. Tr. Nique. 11. Échec. 12. Cratère. 13. Hoge. 14. Buons. 15. V. Hende. 16. Fée. 17. Esser. 18. Aves. 19. En. 20. Lier. 21. V. 22. S. 23. E. 24. R. 25. E. 26. E. 27. E. 28. E. 29. E. 30. E. 31. E. 32. E. 33. E. 34. E. 35. E. 36. E. 37. E. 38. E. 39. E. 40. E. 41. E. 42. E. 43. E. 44. E. 45. E. 46. E. 47. E. 48. E. 49. E. 50. E. 51. E. 52. E. 53. E. 54. E. 55. E. 56. E. 57. E. 58. E. 59. E. 60. E. 61. E. 62. E. 63. E. 64. E. 65. E. 66. E. 67. E. 68. E. 69. E. 70. E. 71. E. 72. E. 73. E. 74. E. 75. E. 76. E. 77. E. 78. E. 79. E. 80. E. 81. E. 82. E. 83. E. 84. E. 85. E. 86. E. 87. E. 88. E. 89. E. 90. E. 91. E. 92. E. 93. E. 94. E. 95. E. 96. E. 97. E. 98. E. 99. E. 100. E.

PIF



D'après C. ARNAL

Enquête

Huit trains sur dix sont des trains régionaux, TER ou Transilien. Et depuis le transfert de l'activité à la responsabilité des régions en 2002, le succès des TER n'est plus à démontrer. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en douze ans, la fréquentation a bondi de 55 %.

Maillon fort du système ferroviaire, le transport régional souffre pourtant d'un manque de moyens chronique qui obère son développement. À l'aube d'une réforme globale du rail dictée par les objectifs ultralibéraux de Bruxelles, qui envisage de réorganiser en profondeur le système ferroviaire français, les régions, autorités organisatrices de transports (AOT), sont les grandes oubliées du projet de loi gouvernemental, soutenu par les directions de la SNCF et de RFF. Mais une deuxième réforme menace, celle des collectivités qui fait craindre aux régions un transfert de charges supplémentaires en matière de transports, sans transfert des dotations nécessaires à leur mise en œuvre.

Pour peser dans le débat, les régions, sous l'égide de l'Association des régions de France (ARF), ont publié, en mars dernier, un manifeste « pour le renouveau du système ferroviaire » dans lequel elles appellent « à franchir une nouvelle étape tant en matière de performance que de maîtrise des coûts ». Sous l'impulsion des vice-présidents communistes en charge des transports, les régions entendent prendre la place qui est la leur au sein du système dont elles sont les premières contributrices afin d'apporter les améliorations nécessaires pour garantir au mode ferroviaire un avenir aujourd'hui menacé », précisent, en introduction du manifeste, Alain Roussel, président de l'ARF (et président socialiste du conseil général d'Aquitaine), et Jacques Auxiette (président PS Pays de la Loire), président de la commission infrastructures et transports de l'ARF.

À travers un manifeste, les régions en appellent à l'État

« Les régions sont, aujourd'hui, les seules collectivités sans ressources directes. Comment satisfaire les besoins de mobilité des citoyens sans moyens ? » s'agace Gilles Bontemps, vice-président communiste des Pays de la Loire en charge des transports. Avec l'abrogation de la taxe professionnelle en 2010 et la suppression des impôts fonciers l'année suivante, la droite au pouvoir a privé les régions d'une fiscalité propre. « Et le gouvernement de gauche n'a rien corrigé. Nous allons à la catastrophe. D'une part, l'avant-projet de réforme ferroviaire, qui n'a pas associé les régions au processus, ne répond absolument pas à la question du financement du système, mais la réforme territoriale, en parallèle, promet des transferts de charges supplémentaires sans aucun moyen », poursuit Gilles Bontemps. « La disparition des départements reviendrait à faire assumer aux régions les compétences transports actuellement à leur charge, comme par exemple les bus départementaux et le transport scolaire », souligne Charles Marziani, vice-président en charge des transports de la région Midi-Pyrénées. Pour assurer l'offre de transport ferroviaire, les régions se voient contraintes de piocher dans d'autres budgets de quoi maintenir lignes et dessertes. « En Pays de la Loire, la réouverture de la ligne Nantes-Châteaubriant a fait gonfler la note de 5 millions d'euros, qu'il a fallu prendre ailleurs dans les caisses de la région », regrette Gilles Bontemps. « Aujourd'hui, les régions ont un taux d'autonomie fiscale de seulement 12 % (contre 33 % pour les autres collectivités) et cette dégradation va s'accroître à l'avenir avec la baisse des dotations de l'État », notent les acteurs régionaux qui jugent « indispensable de créer une ressource régionale dédiée au financement du système ferroviaire, qui représente 5,8 milliards d'euros de dépenses annuelles ».

À travers le manifeste de l'ARF, les régions en appellent à l'État et au Parlement afin qu'ils assurent « leur rôle de

LA RÉFORME EN URGENCE

Le projet de loi de réforme du système ferroviaire entame son parcours parlementaire le 16 juin. Un parcours raboté puisque le gouvernement prévoit de faire passer le texte en procédure d'urgence.

3,8

C'est, en millions, le nombre de voyageurs qui empruntent quotidiennement les trains régionaux (TER et Transiliens).



TRANSPORT FERROVIAIRE

Les régions, sous pression, tiennent le train à bout de bras

À l'heure où le gouvernement prévoit de bouleverser le système ferroviaire et de redessiner la carte des collectivités territoriales, les régions, étranglées financièrement, sans fiscalité propre et qui ont à leur charge l'activité TER, tirent la sonnette d'alarme.

stratégies et définissent la politique ferroviaire nationale et les moyens budgétaires alloués, en lien avec la politique d'aménagement du territoire ». Un rôle de stratège que l'État rechigne à endosser, particulièrement en ce qui concerne les trains d'équilibre du territoire (TET), sorte

de ligne médiane entre les TGV et les TER, à la charge, officiellement, de l'État. Dans les faits, ces lignes, parce que l'État en a délégué la charge à la SNCF, sont financées pour une large part par les recettes des billets TGV. Une situation ubuesque qui opacifie un peu plus un système

MANQUEMENT D'ÉTAT

« L'État ne joue pas son rôle d'autorité organisatrice de transports. »

Gilles Bontemps, vice-président de la région Pays de la Loire.

Enquête



POUR LES RÉGIONS, L'ENJEU EST D'APPORTER LES AMÉLIORATIONS NÉCESSAIRES POUR GARANTIR AU MODE FERROVIAIRE UN AVENIR AUJOURD'HUI MENACÉ. PHOTO ROGER ROZENCWAIG/PHOTONONSTOP/AFIP

4,4 MILLIARDS D'EUROS SONT VERSÉS, CHAQUE ANNÉE, PAR LES RÉGIONS À LA SNCF POUR ASSURER LE FONCTIONNEMENT DES TER ET TRANSILIENS.

TOURS. LE TRAIN RÉGIONAL EN DÉBAT

Demain, pour leur dixième édition, les Rencontres nationales du transport régional de Tours, organisées par l'Humanité et l'Élu d'aujourd'hui, réuniront tous les acteurs du secteur autour de deux ateliers thématiques : la réforme ferroviaire et ses conséquences sur le TER, et l'avenir de l'industrie ferroviaire.

LES TER EN QUELQUES CHIFFRES

1 000 000 de voyageurs par jour
+55% depuis 2002

7 500 trains quotidiens **260** lignes

2,8 milliards d'euros de contribution annuelle par les régions

90% du parc est neuf ou a été rénové en 2013



375 rames nouvelle génération mises en circulation à partir de 2014



9 milliards d'euros investis par les régions dans le matériel TER depuis 2002

ferroviaire devenu illisible. À l'heure où le gouvernement entreprend de remodeler le rail, les régions demandent à être associées à la gouvernance du nouveau système et à être reconnues comme autorités organisatrices de l'intermodalité, en ayant un rôle, par exemple, dans la gestion des gares, « lieux de mobilité et d'intermodalité par excellence ». « Maillon essentiel du transport ferroviaire régional, les gares ont bénéficié de 650 millions d'euros de financement de la part des régions en 2012 à la fois en fonctionnement et en investissements », rappelle le manifeste.

Par ailleurs, elles demandent à pouvoir fixer elles-mêmes, suivant un prix de référence national, les tarifs TER, permettant ainsi « une meilleure intégration tarifaire avec les réseaux de transports urbains et départementaux ». Une plus grande autonomie qui passe également par la liberté de choix dans l'attribution des contrats qui les lient avec les transporteurs, attributions directes, régies, délégations de service public... Et sur cette question, l'enjeu dépasse les frontières de la France. Le 4^e paquet ferroviaire, que Bruxelles a sous le coude et qui prévoit l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs d'ici à 2022, souhaite imposer les appels d'offres pour tous les contrats de service public ferroviaire. Accorder aux régions le libre choix « permettrait à la France de réaffirmer sa position dans les négociations du 4^e paquet », note, en outre, le manifeste par lequel les régions réaffirment l'urgence de clarifier le système en redonnant à chaque acteur du rail la place qui est la sienne et les moyens d'assurer sa mission de service public, garante de l'accès à tous à la mobilité. ■

MARION D'ALLARD

Ferroviaire, une industrie d'avenir qui reste à fédérer et à développer

INDUSTRIE Publiée en décembre dernier, une étude sur l'industrie ferroviaire en région Centre fait un panorama du secteur, au niveau local mais également national.

À la deuxième place sur le podium européen, derrière l'Allemagne, la filière industrielle ferroviaire française totalise, tous métiers confondus, près de 21 000 emplois directs et 84 000 emplois induits. Elle est en outre le 4^e marché pour les entreprises sous-traitantes, après l'automobile, l'aéronautique et l'électronique. Figure de proue de l'industrie ferroviaire française, la branche transport d'Alstom emploie près de 9 000 salariés sur ses sites français et travaille en collaboration avec 4 600 entreprises prestataires. Véritable tissu industriel, le ferroviaire participe du dynamisme des régions dans lesquelles ces entreprises sont

installées. Alors que Tours accueille, demain, et pour la dixième année consécutive, les Rencontres nationales du transport régional, une étude publiée en décembre dernier s'est penchée sur l'industrie ferroviaire en région Centre. Coréalisée par les organismes Centresco et Direccte Centre, son périmètre prend en compte non seulement les constructeurs mais également les équipementiers et les sous-traitants installés en région Centre. Bien qu'aucun constructeur n'y soit installé, la région Centre est le cinquième employeur national du secteur et « totalise plus de 6 400 emplois au sein de 116 établissements, soit 7,7 % des effectifs nationaux de la filière », précise l'étude. Une attractivité que la région doit notamment à l'implantation d'équipementiers de stature internationale. « La région Centre compte 5 équipementiers dont le plus important en

termes d'effectifs salariés est Faiveley, qui emploie plus de 700 salariés répartis sur trois sites d'Indre-et-Loire », note l'étude.

Pour autant, dans un marché extrêmement concurrentiel, le tissu industriel du ferroviaire français est trop « diffus » et manque « d'entreprises de taille intermédiaire ». La majorité des entreprises du secteur sont des PME de petite taille, « ce qui explique la difficulté à organiser et à fédérer une vraie filière », selon les auteurs de l'étude qui insistent sur la nécessité de créer des partenariats dans un domaine en pleine croissance, et où « les perspectives pour les industriels ferroviaires sont bonnes (...), portées par les programmes de renouvellement des parcs de trains en Europe, par la demande en plein essor des pays émergents et par les préoccupations environnementales ». ■

M. d'A.

« Versez, versez du vin, l'heure est venue de noyer le monde au fond de nos verres. Buvez, buvez, surtout ne pensez plus que la Terre est ronde et tourne à l'envers. »

Jean-Pierre Perrin-Martin dans Cailloux

PINOCCHIO

« Nous allons tenter de bloquer toute nouvelle avancée de l'UE [décidée] au détriment des peuples. »

MARINE LE PEN aurait-elle trop arrosé sa relative victoire ? En effet, il lui sera impossible de peser sur les décisions futures. Il n'y a pas de minorité de blocage au Parlement, les décisions s'y prennent à la majorité absolue.

CACTUS 40

AG FRONDEUSES

Rien ne va plus chez les actionnaires des grands groupes du CAC 40. Un vent de contestation est en train de balayer les assemblées générales au point de mettre en péril les modestes émoluments des patrons français. Jugez plutôt : selon notre confrère l'Hebdo des AG, le salaire de Maurice Lévy, de Publicis, n'aurait recueilli que 67,7 % d'approbation, ce qui, selon l'Hebdo, constitue une véritable fronde. Tout ça pour 4,5 millions d'euros annuels, primes et jetons de présence compris. Y a vraiment des rabat-jole.

MEDIATOC

MA DÉCLARATION

On ne sait pas bien ce qui a motivé notre confrère du Monde, pour se lancer dans le portrait hagiographique de Léa Salamé, animatrice de l'émission On ne va pas se mentir et Ça se dispute sur i-Télé, mais l'alignement de certaines expressions laisse... songeur. « De la poigne, du sang-froid et une pointe d'humour », « maîtresse de cérémonie attentive et maîtrisant bien ses dossiers », « son aisance à l'antenne impressionnante », « mélange d'aplomb et de charme »... N'en jetez plus, ça va finir par se voir.

CONTRADICTION

Toujours dans le Monde, Léa Salamé assure que l'émission Ça se dispute, qui voit s'opposer Nicolas Domenach, de Marianne, au chroniqueur ultra-réac Éric Zemmour, n'a rien d'une pitrerie. « L'émission est un vrai débat d'idées, ce n'est pas du buzz ! » Sauf que, dans un autre papier du Monde, Léa Salamé, toujours et encore (tiens, tiens...), affirme que quand « Zemmour passe à l'antenne, il booste l'audience ». Qui croire, alors ? Léa Salamé ou Salamé Léa ?



Ça pique ! par Charb



ILS N'ONT PAS HONTE ! À Calais, cachez ces migrants !

Evacués par les forces de l'ordre mercredi dernier, les quelque 550 hommes, femmes et enfants présents dans trois camps de la zone portuaire de Calais errent depuis dans la ville, sommés par la police de disparaître du paysage... Tout simplement. « L'ensemble des camps a été vidé, nettoyé et est en train d'être clôturé », se félicitait mercredi dernier Denis Robin, le préfet du Pas-de-Calais, assurant que ce coup de force n'avait qu'un motif sanitaire : éradiquer une épidémie de gale, diagnostiquée chez environ 150 migrants. Une mauvaise foi soulignée par les associations, qui dénoncent depuis plusieurs jours une opération de nettoyage plus répressive que thérapeutique.

De fait, seule une « cinquantaine » d'immigrés, selon le propre décompte de la préfecture, a pu prendre une douche et changer de vêtements après l'évacuation. Cela fait, les autorités œuvrent désormais à les pousser hors de vue. Trois cents de ces immigrés ont trouvé refuge, dès

mercredi, dans un centre où une association distribue d'ordinaire des repas aux plus démunis. Avec, puis sans l'autorisation de la préfecture, ils y sont restés jusqu'à hier, épaulés par des militants associatifs. Entre-temps, les migrants, soutenus par près de 300 Calaisiens, ont bien tenté d'investir, samedi, l'ancien camping municipal. Une solution aussitôt interdite par la préfecture, qui a envoyé les CRS vers 21 heures pour « disperser » tout le monde...

Hier après-midi, les migrants n'avaient plus, comme perspective, que de rejoindre « la jungle », cette zone de dunes pour le moins hostile où survivent déjà des dizaines de personnes. Ni la préfecture, représentante du gouvernement socialiste, ni Natacha Bouchart, l'édile UMP de Calais, ne semblent s'émouvoir de cette perspective. Leur préoccupation n'est pas d'éradiquer la misère. Mais bien de la tenir éloignée du centre-ville. ■

BENOIT DELRUE

BLING BLING

Envie de passer d'une soirée disco où l'on rit fort et gras à une fin de nuit où règnent fouets et cravaches avant de s'écrouler ivre de vide ? Le pantalon en cuir noir de Sly 010 à 1500 euros est taillé pour vous.

Le billet de Maurice Ulrich

Escroc



Aux dernières nouvelles, Jérôme Kerviel était toujours en prison, où il devrait rester trois ans, et les plus hautes autorités de l'État, dont le ministre de l'Économie et des Finances, Michel Sapin,

ont su se montrer inflexibles face à ce délinquant, cet « escroc qui doit purger sa peine ». Car, évidemment, c'est entièrement de son fait et sans aucune responsabilité de la banque qui l'avait laissé faire joujou avec des milliards que cette dernière avait perdu la bagatelle de cinq milliards d'euros. En revanche, c'est très probablement de manière collective, au moins au niveau de son groupe dirigeant, que la BNP risque à ce qu'il semble de devoir s'acquitter d'une amende de quelque dix milliards de dollars pour avoir fait joujou, elle aussi, avec ses investissements. En d'autres termes, là où Jérôme Kerviel avait agi seul en petit escroc et fut logiquement poursuivi par la justice si l'on s'en tient à la version officielle, les dirigeants de la BNP auraient agi en bande organisée pour des opérations faisant perdre dix milliards à leur banque. Pas mal, non ? Tiens, qu'en pense Michel Sapin ? ■

L'HUMANITÉ

Fondateur : Jean Jaurès.
Directeur : Patrick Le Hyaric.
Société anonyme à direction et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal L'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957).
Capital social : 2 500 000 euros.
Siège social : 5, rue Feytaud, Immeuble Collège, 93528 Saint-Denis CEDEX.
Téléphone : 01 49 22 72 72.
Service diffusion (fax) : 01 49 22 73 37.
Service aux abonnés : 01 55 84 40 30 - relationlecteur@lhumanite.fr.
Vente commerciale : 01 49 22 73 31.
Vente militante : 01 49 22 73 47.
Publicité : Comédiantes, Téléphone : 01 49 22 74 43 (commerciale) 01 49 22 74 53 (annonces classées) 01 49 22 74 89 (annonces légales).
Directoire : Patrick Le Hyaric, président du directoire et directeur de la publication ; Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction ; Séverine Hagnon, secrétaire général et co-directeur de la publication ; André Ciccardola, directeur de la rédaction pôle magazine.
Conseil de surveillance : Jean-Louis Frassin, président.
Impression : POP (La Courneuve), Map (Vitrolles), Nancy-Press, OLA (Nantes).
Numéro ISSN : 0242-6870.
Dépôt légal : date de parution.
Commission paritaire : 0418 C 79615.
Tirage du 28 mai 2014 : 58 811 exemplaires.

